



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Les Budgets primitifs 2010 des régions

Collection

Statistiques et finances locales

Direction générale des collectivités locales

Cette publication « **Les budgets primitifs 2010 des régions** »
a été élaboré au Département des études et des statistiques locales
de la Direction générale des collectivités locales
par **Angéline MAHEN**
Mise en ligne en septembre 2010

Les budgets primitifs des régions en 2010

Pour l'année 2010, les régions françaises prévoient un budget de 28,5 milliards d'euros, en hausse de 2,6 % par rapport à 2009, soit 757 millions d'euros supplémentaires. Les dépenses de fonctionnement devraient croître modérément en raison de l'achèvement des transferts de personnels techniciens ouvriers et de service des lycées. Par ailleurs, la stagnation des concours financiers de l'Etat et la diminution des recettes de fiscalité indirecte devraient se traduire par un rythme de croissance peu dynamique des recettes de fonctionnement. Enfin, la réforme de la fiscalité locale marque la suppression de la taxe professionnelle, remplacée pour cette année par une compensation relais.

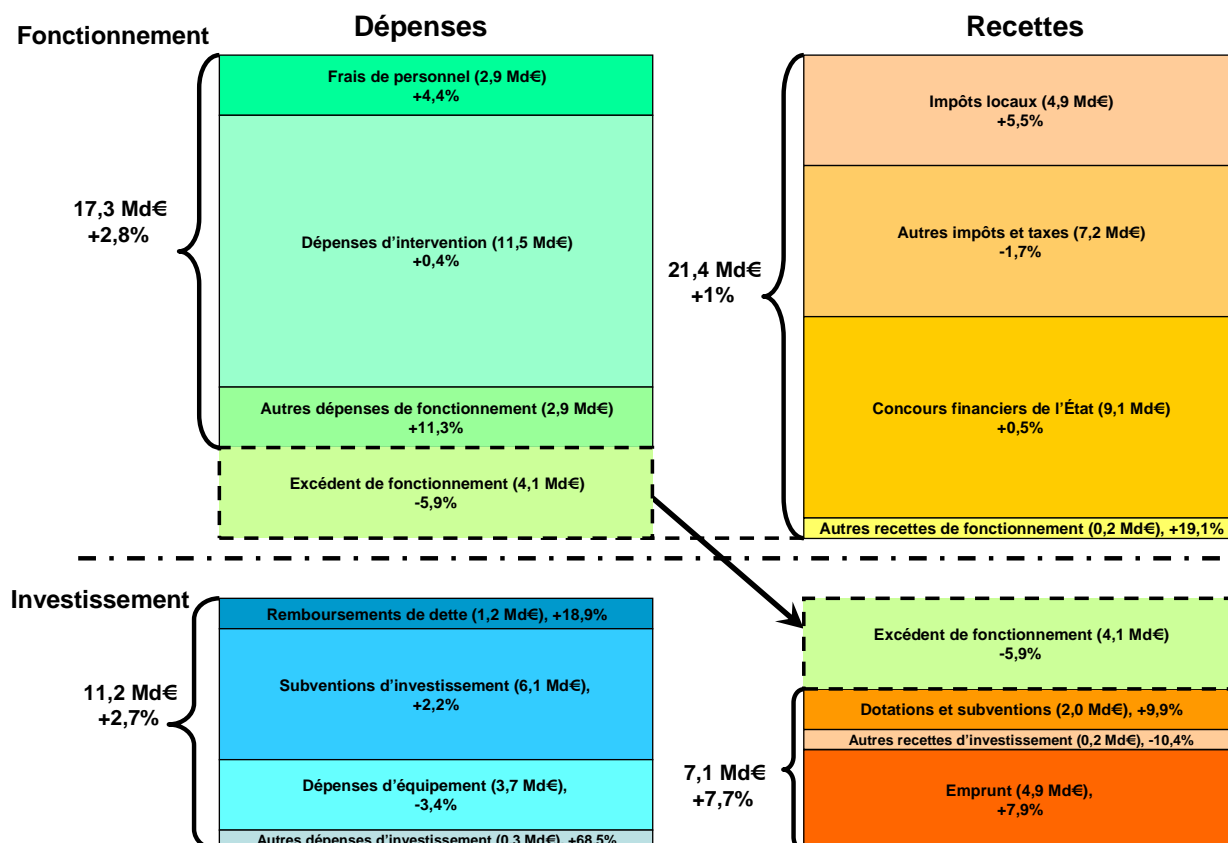
Les régions françaises ont prévu de dépenser 28,5 Md€ en 2010, soit environ 438 € par habitant. 61 % de ces dépenses correspondent à des charges de fonctionnement et 39 % sont des opérations d'investissement. Cette répartition a évolué en 2 ans, la part de la section d'investissement reculant de 1 point au profit de la section de fonctionnement.

La croissance des dépenses de fonctionnement serait toutefois moins marquée qu'en 2009 (+2,8 % contre +4,5 %), en raison d'une hausse modérée des dépenses de personnel. En effet, après une période 2006-2008 marquée par le transfert des personnels TOS (techniciens, ouvriers et de service), les années 2009 et plus particulièrement 2010 s'inscrivent dans une phase d'achèvement des transferts. Ainsi en 2010, les dépenses de personnel devraient progresser de 4,4 %, après +14,4 % en 2009 et +48,8 % en 2008.

Les dépenses d'intervention représentent les deux tiers des dépenses de fonctionnement des conseils régionaux : elles comprennent notamment les aides à la personne (stagiaire de la formation professionnelle, bourses), les frais de séjour et d'hébergement, les contributions obligatoires (dotations de fonctionnement des lycées, indemnités aux employeurs d'apprentis...) ou encore les participations et subventions régionales autres que les subventions d'investissement. Leur évolution resterait atone en 2010 avec le ralentissement du rythme de décentralisation.

Les autres dépenses de fonctionnement se composent essentiellement des charges à caractère général (2 Md €) en forte hausse de 14,5 %, et des intérêts de la dette (618 M€) en recul de -13,2 % après plusieurs années de croissance : +19,2 % en 2007, +27,3 % en 2008 et +16,3 % en 2009.

La situation financière des régions en 2010



Deux tiers des budgets sont prévus pour le transport, l'enseignement et la formation professionnelle

La décentralisation a renforcé la spécialisation des régions sur 3 grands domaines d'intervention concentrant ainsi deux tiers de leur budget total :

- les transports, dont la moitié des dépenses sont directement consacrées au secteur ferroviaire ;
- l'enseignement, dont les trois-quarts des dépenses sont allouées aux lycées publics ;
- et la formation professionnelle et l'apprentissage, dont 43 % des dépenses sont concentrées à la formation professionnelle et près de 40 % à l'apprentissage, le reste étant affecté aux formations sanitaires et sociales.

En 2010, le budget consacré au transport continue à baisser (-0,7 %) après un recul déjà marqué l'année précédente (-2,1 %). Le budget pour la formation professionnelle continue et d'apprentissage progresse de 2,9 %.

Plus généralement, les régions devraient poursuivre également leur action dans les autres domaines de compétences, notamment dans l'action économique et l'aménagement du territoire (respectivement 8,1 % et 5,3 % du budget total). En matière d'action économique, la progression des efforts est particulièrement marquée pour l'agriculture et la pêche ainsi que pour l'industrie et l'artisanat. Au sein des dépenses pour l'aménagement du territoire, un investissement particulier est fourni dans le domaine de l'habitat (+15,2 %) et de l'espace rural (+13,1 %). Seul le domaine de la santé et l'action sociale devrait voir sa part se réduire à moins de 1% des budgets régionaux. L'annuité de la dette augmente de 5,4 % notamment en raison d'un effort de remboursement de dette en forte hausse (+19 %).

Présentation fonctionnelle des budgets primitifs des régions en 2010

	Dépenses en millions d'euros			Part dans le budget	Valeurs (en euros par habitant*)	Evolution 2010/2009 BP/BP
	Fonctionnement	Investissement	Total			
Services généraux	1 942	481	2 424	8,5%	37	8,5%
Formation professionnelle et apprentissage	5 100	298	5 398	18,9%	83	2,9%
dont formation professionnelle	2 275	54	2 329	8,2%	36	3,0%
dont apprentissage	1 843	210	2 053	7,2%	32	1,3%
dont sanitaire et social	886	26	912	3,2%	14	4,7%
Enseignement	3 426	3 233	6 659	23,4%	102	0,2%
dont lycées publics	2 544	2 625	5 169	18,1%	79	-0,8%
dont lycées privés	297	152	449	1,6%	7	3,4%
dont enseignement supérieur	113	331	444	1,6%	7	14,0%
Culture, sports et loisirs	663	409	1 072	3,8%	16	8,4%
Santé et action sociale	55	104	160	0,6%	2	-4,0%
Aménagement des territoires	276	1 228	1 504	5,3%	23	6,7%
dont agglomérations et villes	10	191	201	0,7%	3	-11,5%
dont espace rural	97	350	447	1,6%	7	13,1%
dont habitat	13	342	355	1,2%	5	15,2%
Environnement	230	453	683	2,4%	11	6,6%
dont politique de l'eau	27	118	146	0,5%	2	2,9%
dont politique de l'énergie	38	170	208	0,7%	3	20,0%
dont patrimoine naturel	64	56	121	0,4%	2	3,7%
Transports	3 788	2 589	6 376	22,4%	98	-0,7%
dont transp. ferroviaires de voyageurs	2 662	675	3 337	11,7%	51	1,6%
dont gares et infrastr. ferroviaires	7	695	702	2,5%	11	1,9%
dont voirie nationale	12	346	358	1,3%	5	-9,5%
Action économique	1 034	1 273	2 307	8,1%	35	6,1%
dont recherche et innovation	260	338	598	2,1%	9	-0,3%
dont tourisme et thermalisme	182	132	314	1,1%	5	1,2%
dont agriculture et pêche	153	247	401	1,4%	6	10,2%
dont industrie et artisanat	145	339	484	1,7%	7	9,9%
Annuité de la dette	618	1 163	1 781	6,2%	27	5,4%
Autres	131	9	140	0,5%	2	8,3%
Total	17 263	11 241	28 504	100,0%	438	2,7%

Données démographiques* : population totale entrée en vigueur au 1er janvier 2010 (année de référence 2007)

Source : DGCL, budgets primitifs 2009 et 2010

Les taux de fiscalité augmentent peu en 2010

Les régions devraient percevoir **28,5 Md€ de recettes**, réparties entre recettes fiscales (12,1 Md€), transferts reçus (11,0 Md€) et emprunts (4,9 Md€). Les recettes fiscales devraient augmenter très modérément (1,1%) en dépit d'une fiscalité directe dynamique (+5,5%), car les recettes de fiscalité indirecte accuseraient une baisse de 1,7%.

A partir de 2010, le paysage de la fiscalité directe est profondément bouleversé avec la **suppression de la taxe professionnelle** et la mise en place de deux nouveaux impôts : la **contribution économique territoriale (CET)** et **l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)**. Les régions n'ont pas de pouvoir de taux sur ces nouveaux impôts, dont l'État perçoit le produit en 2010. Celui-ci leur verse en contrepartie une compensation relais se substituant aux recettes de la taxe professionnelle. Le produit voté des taxes foncières par rapport au produit définitif de 2009 a augmenté de 3,2 % et atteint 1,9 Md€. La compensation relais de la taxe professionnelle s'élève à 3,4 Md€ soit une valeur supérieure de 3,7 % au produit voté de la taxe professionnelle en 2009. Le montant des ressources au titre des trois taxes s'élève ainsi à 5,3 Md€, en hausse de 3,5 % sur un an.

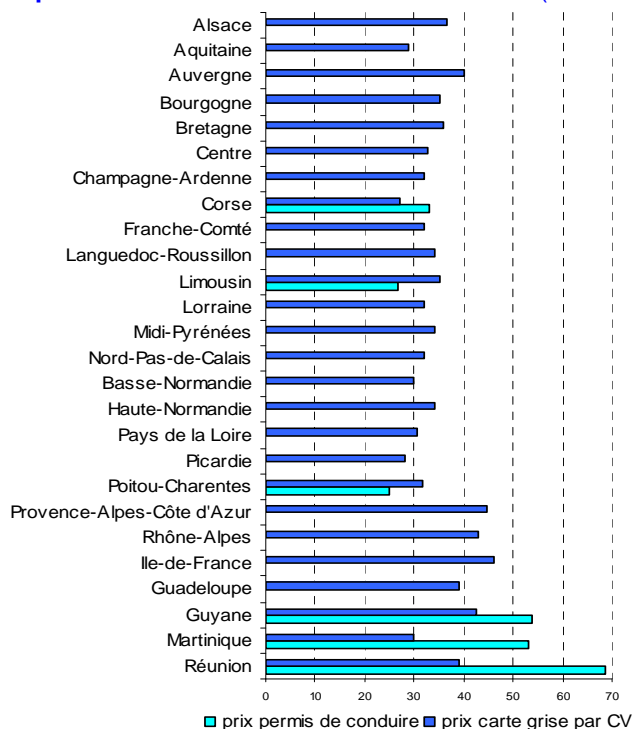
La hausse du produit voté des taxes foncières par rapport au produit définitif résulte essentiellement d'un effet base (3,1 %) et marginalement d'un effet taux (0,08 %). Une seule région a augmenté ses deux taux et l'a fait de façon proportionnelle. A partir de 2011, les régions ne voteront plus le taux de leurs taxes foncières.

Les recettes de fiscalité indirecte sont essentiellement composées des produits issus de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et des cartes grises. La TIPP, votée pour un montant de 3,8 Md€, constitue 53 % de ces recettes. Elle s'inscrirait en légère baisse (-0,4 %) en raison d'une réduction des compensations de fiscalité versées aux régions avec l'achèvement des transferts de compétence. En effet, la LFI 2010 a prévu une hausse de cette compensation de seulement 0,7 % alors que cette hausse atteignait 8,1 % en LFI 2009.

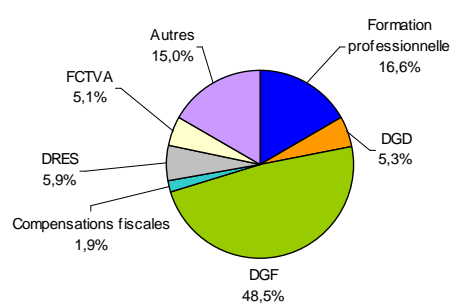
Le produit de la **taxe sur les cartes grises** devrait rapporter moins de 1,9 Md€ en 2010, en recul de 5,7 %. Seules 3 régions devraient augmenter le tarif de leurs cartes grises contre 7 en 2009 ce qui conduit au tarif moyen par cheval vapeur de 36,6 euros. Alors qu'en 2009, la mise en place d'un bonus écologique assorti d'une prime à la casse avait stimulé la vente de véhicules, et par conséquent augmenté les recettes des régions, la réduction progressive de cette prime en 2010 devrait se traduire par l'effet inverse. Enfin, la majorité des régions ne pratique plus de fiscalité sur les **permis de conduire**, seules 6 d'entre elles conservent cette taxe qui rapporte une recette peu significative.

Les transferts reçus atteignent 11,0 Md€, en progression de 2 %. La **dotation globale de fonctionnement (DGF)** représente près de la moitié de cette enveloppe (48,5 %) et s'établit à 5,4 Md€. Elle est inscrite en hausse de 1,3 % dans les budgets primitifs, toutefois l'évolution actée début 2010 par le Comité des Finances Locales est de 0,6 %. Enfin, les autres transferts en progression sont principalement des dotations de fonctionnement (dotation pour la formation professionnelle, dotation générale de décentralisation, ...etc).

Répartition des tarifs de fiscalité indirecte (en euros)



Principales dotations et subventions reçues



Formation professionnelle : dotation au titre de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (et formation qualifiante et préqualifiante des jeunes de moins de 26 ans).

DGF : dotation globale de fonctionnement créée en 2006 pour les régions. Elle regroupe 95% de la DGD et les compensations fiscales.

DGD : la dotation générale de décentralisation est transférée à 95% dans la DGF à partir de 2004. Le reliquat de DGD comporte notamment le supplément de dotation de l'État pour les péages des services régionaux ferroviaires de voyageurs.

DRES : dotation régionale pour les équipements scolaires (partie investissement).

FCTVA : fonds de compensation de la TVA

Dégradation des capacités d'autofinancement

En 2010, les régions prévoient un **excédent de fonctionnement de 4,1 Md€**, en baisse de 5,9 % sur un an. Déjà en baisse en 2008 (-0,9 %) et en 2009 (-2 %), cette nouvelle décreue de l'épargne brute, plus forte, confirmerait la réduction des marges de manœuvre. L'excédent de fonctionnement est utilisé prioritairement pour couvrir les remboursements de dette, puis finance une partie des dépenses d'investissement (subventions versées et dépenses d'équipement). En 2009, cet excédent couvrait 40 % des dépenses d'investissement contre seulement 37 % en 2010.

Des recettes d'investissement en forte baisse

En complément de l'épargne brute, **les dotations et subventions** devraient couvrir 17,5 % des dépenses d'investissement, soit 1,2 point de plus qu'en 2009. Elles atteindraient 1,9 milliard d'euros, se composant principalement de la dotation régionale pour les équipements scolaires (DRES) et du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

La DRES, d'un montant de 663 millions d'euros, est gelée en 2010 comme en 2009 dans le cadre de la maîtrise des concours financiers de l'Etat aux collectivités. L'enveloppe 2009 de FCTVA avait connu une forte progression avec la mise en place du plan de relance et notamment du versement anticipé du fonds. 23 régions avaient conventionné dans le cadre de ce plan et perçu une enveloppe estimée à 1,1 milliard d'euros d'après les premiers résultats de réalisation pour 2009. En 2010, le montant devrait se réduire de moitié, soit 571 millions d'euros.

Recours à l'emprunt

Enfin, le **recours à l'emprunt** est prévu à hauteur de 4,9 Md€, en hausse de 7,9 % par rapport à 2009. L'emprunt devrait ainsi financer 44 % de l'investissement des régions en 2010 contre 41 % en 2009.

Toutefois ce montant ne constitue que l'inscription au budget primitif. Les différences possibles entre prévisions et réalisations laissent ouvertes de nombreuses hypothèses d'évolution des dépenses d'investissement. En effet, en 2009, les montants d'emprunts inscrits aux budgets primitifs étaient de 4,5 Md€ mais les premiers éléments de réalisation sur l'année 2009 font plutôt état d'un montant total d'emprunts de 3,6 Md€.

Hausse des dépenses d'investissement

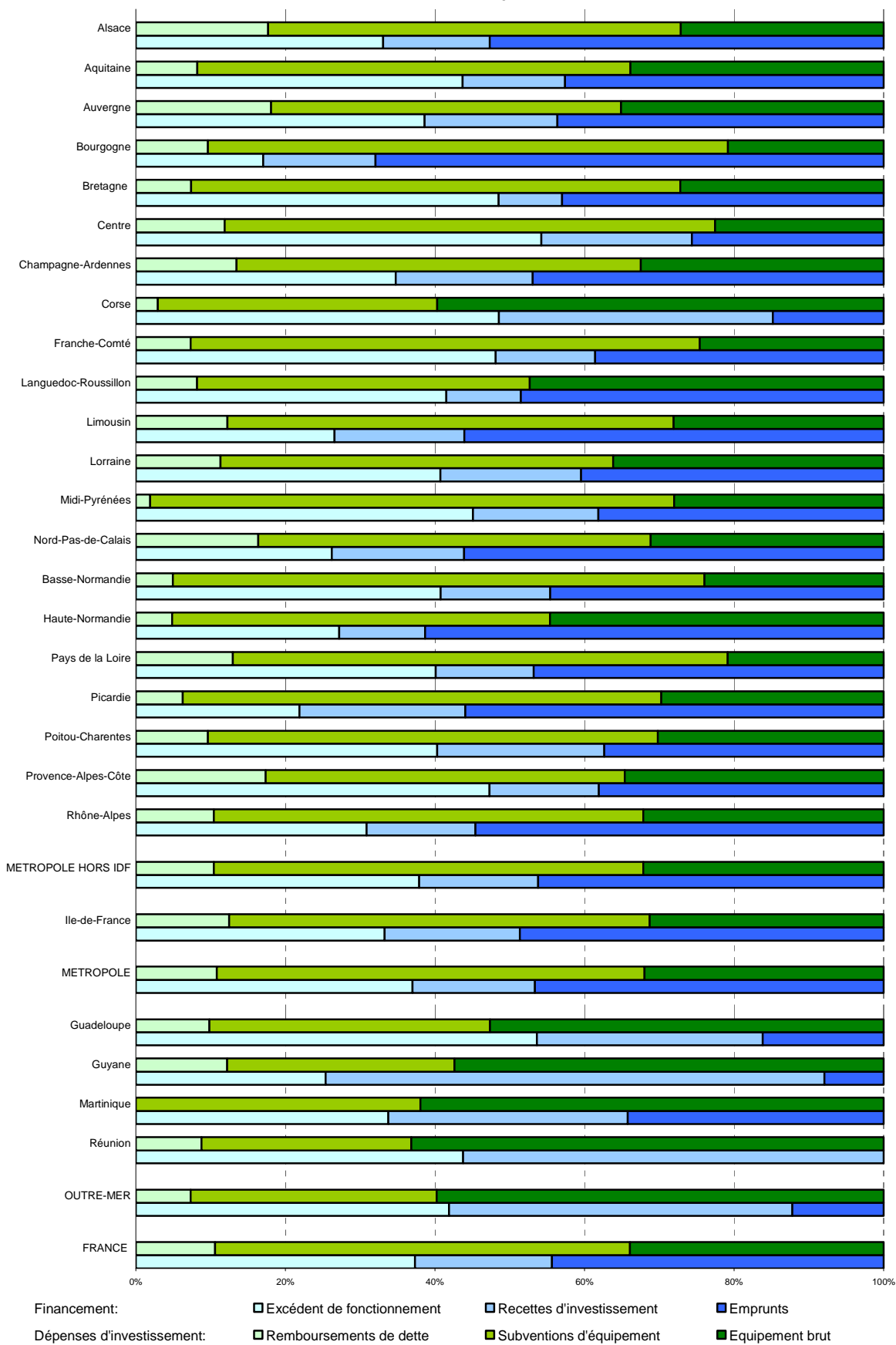
Les régions ont inscrit **11,2 Md€ de dépenses d'investissement**, soit une enveloppe en hausse de 2,7 %. A l'échelle de la métropole toutefois, la progression est plus forte, de l'ordre de 3,4 %. Ces dépenses sont composées de subventions d'investissement versées aux autres collectivités, de dépenses d'équipement propre des régions et enfin de remboursements de dette résultant en partie des emprunts contractés pour financer les investissements passés.

Alors que les remboursements de dette augmenteraient fortement (+18,9 %), les dépenses d'équipement directes et indirectes (subventions d'équipement) évolueraient de manière contrastée : -3,4 % pour les dépenses d'équipement et +2,2 % pour les subventions d'investissement.

Sur les 3,7 milliards d'euros de dépenses d'équipement, 90 % sont consacrés aux transports ferroviaires. Malgré la baisse des dépenses d'équipement, le poste pour le transport ferroviaire progresse régulièrement avec la hausse de la fréquentation des trains express régionaux.

L'effort d'investissement indirect des régions représente 54% de leur investissement total. Ces dernières restent ainsi très impliquées dans le financement croisé des projets portés par les autres collectivités locales.

Nature et financement des opérations d'investissement



Sommaire des tableaux

- 1 : Dépenses et recettes totales : niveau évolution et structure**
- 2 : Dépenses de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution**
- 3 : Composantes des dépenses de fonctionnement : niveau, évolution et structure**
- 4 : Composantes des dépenses d'investissement: niveau, évolution et structure**
- 5 : Recettes totales : niveau et évolution par grands postes**
- 6 : Recettes de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution**
- 7 : Recettes fiscales directes et indirectes**
- 8 : Fiscalité directe : niveau du produit et évolution des taux**
- 9 : Fiscalité indirecte : tarifs et évolution**
- 10 : Potentiel fiscal et composantes, pression fiscale globale en 2010**
- 11 : Dotations et subventions reçues : niveau et structure**
- 12 : Formation de l'épargne et financement de l'investissement**
- 13 : Endettement et marge de manœuvre**
- 14 : Présentation fonctionnelle : ventilation des dépenses par grandes fonctions**
- 15 : Incidence de la décentralisation : dépenses liées à l'enseignement, la formation professionnelle et le transport ferroviaire.**
- 16 : Indicateurs démographiques et géographiques**

La difficulté de l'analyse des budgets 2010

- Dans cet exercice de synthèse des décisions budgétaires de l'année en cours, les évolutions sont appréciées de budgets primitifs à budgets primitifs, en supposant stable l'écart entre prévision et réalisation, hypothèse raisonnable sur la base des constatations faites sur le passé. En général, les dépenses d'investissement inscrites aux budgets primitifs sont surestimées mais une évolution de BP à BP est considérée comme devant se traduire par une évolution identique dans les réalisations.
- Le dispositif du plan de relance concernant le FCTVA a modifié considérablement les comportements des collectivités locales en 2009. Les budgets primitifs 2009 n'avaient pas intégré cette ressource supplémentaire, ce qui rend la comparaison avec les budgets primitifs 2010 délicate.
- Enfin, la réforme de la fiscalité locale s'est traduite par la mise en place d'une compensation relais versée par l'Etat aux régions à la place des recettes de taxe professionnelle. La ventilation de cette compensation n'a pas été homogène dans les budgets primitifs 2010. Afin de rendre la comparaison avec 2009 possible, cette compensation imputée selon le choix des régions en contributions directes ou en dotations, a été systématiquement intégrée aux contributions directes dans le cadre de cette analyse.

TABLEAUX DE DONNEES FINANCIERES



Sommaire

- [1 : Dépenses et recettes totales : niveau évolution et structure](#)
- [2 : Dépenses de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution](#)
- [3 : Composantes des dépenses de fonctionnement : niveau, évolution et structure](#)
- [4 : Composantes des dépenses d'investissement: niveau, évolution et structure](#)
- [5 : Recettes totales : niveau et évolution par grand poste](#)
- [6 : Recettes de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution](#)
- [7 : Recettes fiscales directes et indirectes](#)
- [8 : Fiscalité directe : niveau du produit et évolution des taux](#)
- [9 : Fiscalité indirecte : tarifs et évolution](#)
- [10 : Potentiel fiscal et composantes, pression fiscale globale en 2010](#)
- [11 : Dotations et subventions reçues : niveau et structure](#)
- [12 : Formation de l'épargne et financement de l'investissement](#)
- [13 : Endettement et marge de manœuvre](#)
- [14 : Présentation fonctionnelle : ventilation des dépenses par grande fonction](#)
- [15 : Incidence de la décentralisation : dépenses liées à l'enseignement, la formation professionnelle et le transport ferroviaire.](#)
- [16 : Indicateurs démographiques et géographiques](#)

Données démographiques : population totale entrée en vigueur au 1er janvier 2010 (année de référence 2007)

Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

1 - Dépenses et Recettes totales : niveau, évolution et structure

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

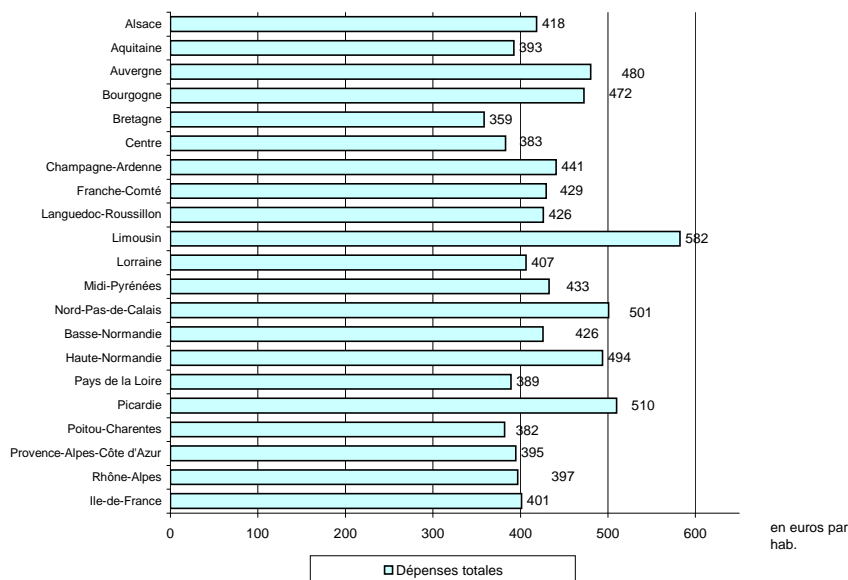
Régions	Dépenses réelles totales			Recettes réelles totales		
	2009	2010	2010/ 2009	2009	2010	2010/ 2009
Alsace	799,1	778,0	-2,6%	799,1	778,0	-2,6%
Aquitaine	1 215,5	1 271,2	+4,6%	1 215,5	1 271,2	+4,6%
Auvergne	626,3	663,7	+6,0%	626,3	663,7	+6,0%
Bourgogne	774,9	796,4	+2,8%	774,9	796,4	+2,8%
Bretagne	1 099,6	1 154,7	+5,0%	1 099,6	1 154,7	+5,0%
Centre	981,7	994,8	+1,3%	981,7	994,8	+1,3%
Champagne-Ardenne	590,4	607,6	+2,9%	590,4	607,5	+2,9%
Corse	645,9	641,7	-0,6%	645,9	643,7	-0,3%
Franche-Comté	510,0	513,2	+0,6%	510,0	513,2	+0,6%
Languedoc-Roussillon	1 094,6	1 114,6	+1,8%	1 094,6	1 114,6	+1,8%
Limousin	447,9	442,1	-1,3%	447,9	442,1	-1,3%
Lorraine	949,5	973,5	+2,5%	949,5	973,5	+2,5%
Midi-Pyrénées	1 218,8	1 250,0	+2,6%	1 218,8	1 250,0	+2,6%
Nord-Pas-de-Calais	1 941,7	2 048,0	+5,5%	1 941,7	2 048,0	+5,5%
Basse-Normandie	622,2	640,8	+3,0%	622,2	640,8	+3,0%
Haute-Normandie	909,3	917,1	+0,9%	909,3	917,1	+0,9%
Pays de la Loire	1 375,9	1 395,5	+1,4%	1 375,9	1 395,5	+1,4%
Picardie	1 004,0	993,2	-1,1%	1 004,0	993,2	-1,1%
Poitou-Charentes	685,0	685,0	+0,0%	685,0	685,0	+0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 849,2	1 952,5	+5,6%	1 849,2	1 952,5	+5,6%
Rhône-Alpes	2 375,0	2 467,3	+3,9%	2 375,0	2 467,3	+3,9%
Métropole sauf Ile-de-France	21 716,3	22 300,7	+2,7%	21 716,3	22 302,7	+2,7%
Ile-de-France	4 538,9	4 710,1	+3,8%	4 538,9	4 710,1	+3,8%
Métropole	26 255,2	27 010,9	+2,9%	26 255,2	27 012,9	+2,9%
Guadeloupe	303,8	394,6	+29,9%	303,8	349,9	+15,2%
Guyane	127,0	138,9	+9,4%	127,0	138,9	+9,4%
Martinique	310,0	338,0	+9,0%	310,0	338,0	+9,0%
Réunion	750,5	621,2	-17,2%	750,5	621,2	-17,2%
Outre-mer	1 491,3	1 492,7	+0,1%	1 491,3	1 448,0	-2,9%
France	27 746,4	28 503,6	+2,7%	27 746,4	28 460,9	+2,6%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

Dépenses totales en euros par habitant en 2010

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

Part du fonctionnement et de l'investissement dans le total des dépenses et des recettes

hors gestion active de la dette

en euros par habitant

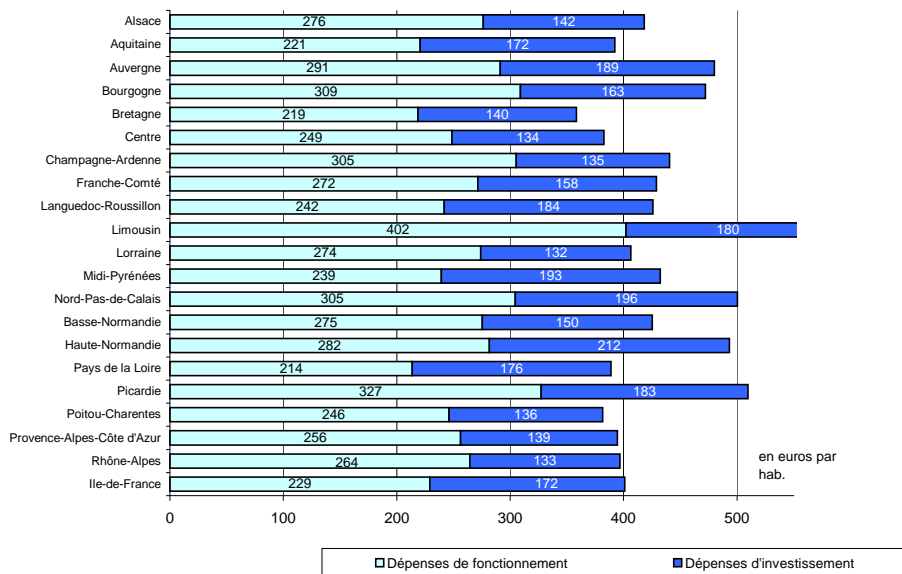
Régions	Dépenses totales			Recettes totales		
	euros/hab.	part fonct.	part invest.	euros/hab.	part fonct.	part invest.
Alsace	418,4	66,0%	34,0%	418,4	77,1%	22,9%
Aquitaine	392,6	56,2%	43,8%	392,6	75,1%	24,9%
Auvergne	480,4	60,6%	39,4%	480,4	75,4%	24,6%
Bourgogne	472,4	65,4%	34,6%	472,4	71,2%	28,8%
Bretagne	358,6	60,9%	39,1%	358,6	79,2%	20,8%
Centre	382,9	64,9%	35,1%	382,9	83,7%	16,3%
Champagne-Ardenne	440,9	69,3%	30,7%	440,9	79,7%	20,3%
Corse	2 107,4	61,9%	38,1%	2 114,0	80,3%	19,7%
Franche-Comté	429,3	63,2%	36,8%	429,3	80,8%	19,2%
Languedoc-Roussillon	426,0	56,8%	43,2%	426,0	74,0%	26,0%
Limousin	582,2	69,0%	31,0%	582,2	77,0%	23,0%
Lorraine	406,5	67,4%	32,6%	406,5	80,2%	19,8%
Midi-Pyrénées	432,6	55,4%	44,6%	432,6	75,4%	24,6%
Nord-Pas-de-Calais	500,6	60,9%	39,1%	500,6	71,1%	28,9%
Basse-Normandie	425,6	64,7%	35,3%	425,6	78,8%	21,2%
Haute-Normandie	493,7	57,0%	43,0%	493,7	68,5%	31,5%
Pays de la Loire	389,3	54,9%	45,1%	389,3	72,9%	27,1%
Picardie	509,9	64,2%	35,8%	509,9	71,8%	28,2%
Poitou-Charentes	381,8	64,5%	35,5%	381,8	78,6%	21,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	394,9	64,9%	35,1%	394,9	81,3%	18,7%
Rhône-Alpes	396,9	66,6%	33,4%	396,9	76,8%	23,2%
Métropole sauf Ile-de-France	433,3	62,2%	37,8%	433,4	76,3%	23,7%
Ile-de-France	401,2	57,1%	42,9%	401,2	71,2%	28,8%
Métropole	427,4	61,3%	38,7%	427,4	75,4%	24,6%
Guadeloupe	969,0	49,0%	51,0%	859,2	79,0%	21,0%
Guyane	646,0	54,5%	45,5%	646,0	66,1%	33,9%
Martinique	837,3	48,1%	51,9%	837,3	65,6%	34,4%
Réunion	773,7	43,9%	56,1%	773,7	68,1%	31,9%
Outre-mer	816,2	47,2%	52,8%	791,7	70,0%	30,0%
France	438,3	60,6%	39,4%	437,7	75,1%	24,9%

source : Budgets primitifs 2010

Répartition des dépenses totales en euros par habitant en 2010

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

2 - Dépenses de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution

hors gestion active de la dette
en millions d'euros

Régions	Dépenses réelles de fonctionnement			Dépenses réelles d'investissement		
	2009	2010	2010/ 2009	2009	2010	2010/ 2009
Alsace	504,2	513,8	+1,9%	294,9	264,2	-10,4%
Aquitaine	681,4	714,2	+4,8%	534,1	557,0	+4,3%
Auvergne	381,0	402,5	+5,6%	245,3	261,2	+6,5%
Bourgogne	495,1	521,1	+5,3%	279,8	275,3	-1,6%
Bretagne	672,8	703,7	+4,6%	426,8	451,0	+5,7%
Centre	638,1	645,9	+1,2%	343,6	348,9	+1,5%
Champagne-Ardenne	412,5	420,9	+2,0%	177,8	186,6	+5,0%
Corse	390,2	397,2	+1,8%	255,7	244,5	-4,4%
Franche-Comté	321,7	324,5	+0,9%	188,3	188,6	+0,2%
Languedoc-Roussillon	617,0	632,8	+2,6%	477,6	481,8	+0,9%
Limousin	302,3	305,3	+1,0%	145,6	136,9	-6,0%
Lorraine	657,7	656,3	-0,2%	291,8	317,2	+8,7%
Midi-Pyrénées	669,7	691,9	+3,3%	549,1	558,1	+1,6%
Nord-Pas-de-Calais	1 219,9	1 246,2	+2,2%	721,8	801,8	+11,1%
Basse-Normandie	406,2	414,7	+2,1%	216,0	226,1	+4,7%
Haute-Normandie	502,2	523,1	+4,2%	407,1	394,0	-3,2%
Pays de la Loire	747,0	766,2	+2,6%	628,9	629,3	+0,1%
Picardie	655,9	637,4	-2,8%	348,1	355,8	+2,2%
Poitou-Charentes	446,4	441,5	-1,1%	238,6	243,5	+2,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 249,8	1 266,7	+1,4%	599,4	685,8	+14,4%
Rhône-Alpes	1 596,4	1 642,9	+2,9%	778,6	824,4	+5,9%
Métropole sauf Ile-de-France	13 567,4	13 869,0	+2,2%	8 148,9	8 431,7	+3,5%
Ile-de-France	2 581,2	2 689,1	+4,2%	1 957,6	2 021,0	+3,2%
Métropole	16 148,6	16 558,1	+2,5%	10 106,5	10 452,8	+3,4%
Guadeloupe	149,1	193,5	+29,8%	154,6	201,1	+30,0%
Guyane	69,7	75,8	+8,7%	57,3	63,1	+10,2%
Martinique	146,8	162,6	+10,7%	163,2	175,4	+7,5%
Réunion	284,2	272,6	-4,1%	466,3	348,6	-25,2%
Outre-mer	649,8	704,4	+8,4%	841,4	788,3	-6,3%
France	16 798,5	17 262,5	+2,8%	10 948,0	11 241,1	+2,7%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

hors gestion active de la dette
en euros par habitant en 2010

Régions	Dép. réel. fonction. 2010	Dép. réel. invest. 2010
Alsace	276,3	142,1
Aquitaine	220,6	172,0
Auvergne	291,3	189,1
Bourgogne	309,1	163,3
Bretagne	218,6	140,1
Centre	248,6	134,3
Champagne-Ardenne	305,4	135,4
Corse	1 304,5	802,9
Franche-Comté	271,5	157,8
Languedoc-Roussillon	241,9	184,2
Limousin	402,0	180,2
Lorraine	274,1	132,5
Midi-Pyrénées	239,4	193,1
Nord-Pas-de-Calais	304,6	196,0
Basse-Normandie	275,5	150,2
Haute-Normandie	281,6	212,1
Pays de la Loire	213,7	175,5
Picardie	327,2	182,6
Poitou-Charentes	246,1	135,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	256,2	138,7
Rhône-Alpes	264,3	132,6
Métropole sauf Ile-de-France	269,5	163,8
Ile-de-France	229,1	172,1
Métropole	262,0	165,4
Guadeloupe	475,2	493,8
Guyane	352,3	293,7
Martinique	402,7	434,5
Réunion	339,5	434,2
Outre-mer	385,2	431,0
France	265,5	172,9

source : Budgets primitifs 2010

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

3 - Composantes des dépenses de fonctionnement : niveau, évolution et structure

en millions d'euros

Régions	Charges à caractère général		Frais de personnel		Autres charges d'activité		Intérêts de la dette (1)		Autres
	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010	2010/2009	
Alsace	48,0	-2,6%	85,7	+0,8%	371,9	+9,9%	24,7	-27,1%	3,7
Aquitaine	82,9	+34,3%	132,6	+1,2%	484,2	+4,6%	11,3	-7,5%	3,2
Auvergne	44,5	+32,2%	66,8	+6,1%	266,6	+3,2%	20,0	-5,8%	4,6
Bourgogne	55,8	+30,5%	76,2	+6,3%	363,9	+2,6%	13,5	-15,6%	11,6
Bretagne	103,1	+17,4%	123,3	+11,4%	461,2	+1,3%	13,6	-17,5%	2,5
Centre	66,2	+1,9%	106,1	+5,1%	452,2	+0,5%	18,1	-10,0%	3,4
Champagne-Ardenne	43,7	+11,7%	62,7	+6,6%	300,9	+1,5%	9,2	-46,8%	4,5
Corse	34,4	+6,8%	48,9	+2,5%	301,6	+1,4%	11,8	-3,0%	0,5
Franche-Comté	15,8	-3,4%	65,9	+5,4%	235,6	+0,2%	6,6	-7,9%	0,7
Languedoc-Roussillon	221,6	+128,7%	108,3	+5,0%	283,6	-28,0%	17,3	-23,2%	2,0
Limousin	28,6	+34,1%	55,6	+2,8%	209,3	-2,6%	9,9	-12,4%	1,8
Lorraine	75,1	+6,3%	119,3	-2,0%	440,1	-1,1%	19,5	-0,2%	2,2
Midi-Pyrénées	93,5	+38,2%	129,2	+7,1%	461,0	-2,0%	7,3	-27,0%	0,8
Nord-Pas-de-Calais	124,7	+8,0%	233,7	+3,8%	825,7	+4,5%	55,4	-29,8%	6,6
Basse-Normandie	44,1	-28,0%	89,5	+4,1%	284,9	+6,3%	9,8	+2,0%	6,4
Haute-Normandie	60,1	-2,9%	101,9	+2,3%	343,6	+4,0%	11,5	+35,3%	6,0
Pays de la Loire	121,0	+26,1%	120,4	+6,0%	481,8	-2,3%	37,0	-7,5%	6,1
Picardie	74,3	+43,1%	99,8	+5,6%	445,5	-9,5%	15,8	+1,9%	2,1
Poitou-Charentes	47,4	+34,7%	99,4	+0,4%	280,5	-5,3%	11,7	-23,2%	2,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	162,4	+3,3%	203,3	+4,5%	823,3	+3,5%	70,5	-1,6%	7,3
Rhône-Alpes	143,0	-2,8%	228,7	+4,8%	1 196,8	+3,9%	64,8	-7,4%	9,7
Métropole sauf Ile-de-France	1 690,0	+18,4%	2 317,3	+4,3%	9 314,0	+0,3%	459,4	-13,2%	88,3
Ile-de-France	205,0	-7,7%	368,8	+3,7%	1 817,9	-0,1%	129,4	-14,8%	168,1
Métropole	1 894,9	+14,9%	2 686,2	+4,2%	11 131,9	+0,2%	588,7	-13,6%	256,4
Guadeloupe	32,8	+2,8%	44,5	+17,5%	100,6	+45,5%	9,6	-4,4%	6,0
Guyane	19,3	+40,2%	16,7	+10,5%	34,5	-6,1%	5,1	+31,7%	0,1
Martinique	21,8	+4,0%	40,8	+9,2%	99,3	+13,6%	0,0	-	0,7
Réunion	43,8	+5,2%	63,0	+2,4%	150,2	-8,4%	14,3	-11,0%	1,2
Outre-mer	117,6	+8,7%	165,1	+8,7%	384,7	+7,6%	29,0	-3,2%	8,1
France	2 012,6	+14,5%	2 851,2	+4,4%	11 516,6	+0,4%	617,7	-13,2%	264,4

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

(1) dette à long, moyen et court terme

en euros par habitant en 2010

Régions	Charges à caractère général	Frais de personnel	Autres charges d'activité	Intérêts de la dette	Autres
Alsace	25,8	35,3	200,0	13,3	2,0
Aquitaine	25,6	41,0	149,5	3,5	1,0
Auvergne	32,2	48,3	193,0	14,4	3,3
Bourgogne	33,1	45,2	215,9	8,0	6,9
Bretagne	32,0	38,3	143,2	4,2	0,8
Centre	25,5	40,8	174,0	7,0	1,3
Champagne-Ardenne	31,7	45,5	218,3	6,7	3,3
Corse	112,9	160,6	990,5	38,9	1,6
Franche-Comté	13,2	55,1	197,1	5,5	0,5
Languedoc-Roussillon	84,7	41,4	108,4	6,6	0,8
Limousin	37,7	73,3	275,6	13,0	2,4
Lorraine	31,3	49,8	183,8	8,1	0,9
Midi-Pyrénées	32,4	44,7	159,5	2,5	0,3
Nord-Pas-de-Calais	30,5	57,1	201,8	13,5	1,6
Basse-Normandie	29,3	46,2	189,2	6,5	4,2
Haute-Normandie	32,3	54,9	185,0	6,2	3,2
Pays de la Loire	33,7	33,6	134,4	10,3	1,7
Picardie	38,1	51,2	228,7	8,1	1,1
Poitou-Charentes	26,4	55,4	156,4	6,5	1,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	32,8	41,1	166,5	14,2	1,5
Rhône-Alpes	23,0	36,8	192,5	10,4	1,6
Métropole sauf Ile-de-France	32,8	45,0	181,0	8,9	1,7
Ile-de-France	17,5	31,4	154,8	11,0	14,3
Métropole	30,0	42,5	176,1	9,3	4,1
Guadeloupe	80,5	109,4	247,1	23,5	14,8
Guyane	89,8	77,5	160,7	23,9	0,5
Martinique	53,9	101,1	246,0	0,0	1,7
Réunion	54,5	78,5	187,1	17,8	1,5
Outre-mer	64,3	90,2	210,3	15,9	4,4
France	30,9	43,8	177,1	9,5	4,1

source : Budgets primitifs 2010

La Corse est une collectivité territoriale à statut particulier qui connaît des volumes budgétaires plus importants.

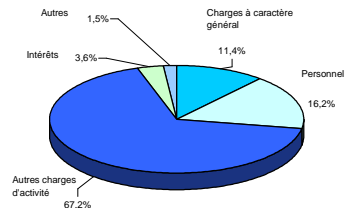
■ Volume budgétaire
3bis - Composantes des dépenses de fonctionnement : niveau et structure

[Retour sommaire](#)

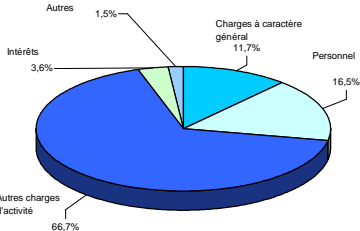
en %	Structure des dépenses de fonctionnement				
	Charges à caractère général	Frais de personnel	Autres charges d'activité	Intérêts	Autres
Régions					
Alsace	9,3%	12,8%	72,4%	4,8%	0,7%
Aquitaine	11,6%	18,6%	67,8%	1,6%	0,5%
Auvergne	11,0%	16,6%	66,3%	5,0%	1,1%
Bourgogne	10,7%	14,6%	69,8%	2,6%	2,2%
Bretagne	14,6%	17,5%	65,5%	1,9%	0,4%
Centre	10,3%	16,4%	70,0%	2,8%	0,5%
Champagne-Ardenne	10,4%	14,9%	71,5%	2,2%	1,1%
Corse	8,7%	12,3%	75,9%	3,0%	0,1%
Franche-Comté	4,9%	20,3%	72,6%	2,0%	0,2%
Languedoc-Roussillon	35,0%	17,1%	44,8%	2,7%	0,3%
Limousin	9,4%	18,2%	68,6%	3,2%	0,6%
Lorraine	11,4%	18,2%	67,1%	3,0%	0,3%
Midi-Pyrénées	13,5%	18,7%	66,6%	1,1%	0,1%
Nord-Pas-de-Calais	10,0%	18,8%	66,3%	4,4%	0,5%
Basse-Normandie	10,6%	16,8%	68,7%	2,4%	1,5%
Haute-Normandie	11,5%	19,5%	65,7%	2,2%	1,1%
Pays de la Loire	15,8%	15,7%	62,9%	4,8%	0,8%
Picardie	11,7%	15,7%	69,9%	2,5%	0,3%
Poitou-Charentes	10,7%	22,5%	63,5%	2,6%	0,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,8%	16,0%	65,0%	5,6%	0,6%
Rhône-Alpes	8,7%	13,9%	72,8%	3,9%	0,6%
Métropole sauf Ile-de-France	12,2%	16,7%	67,2%	3,3%	0,6%
Ile-de-France	7,6%	13,7%	67,6%	4,8%	6,2%
Métropole	11,4%	16,2%	67,2%	3,6%	1,5%
Guadeloupe	16,9%	23,0%	52,0%	4,9%	3,1%
Guyane	25,5%	22,0%	45,6%	6,8%	0,1%
Martinique	13,4%	25,1%	61,1%	0,0%	0,4%
Réunion	16,1%	23,1%	55,1%	5,2%	0,5%
Outre-mer	16,7%	23,4%	54,6%	4,1%	1,1%
France	11,7%	16,5%	66,7%	3,6%	1,5%

source : Budgets primitifs 2010

Structure en métropole

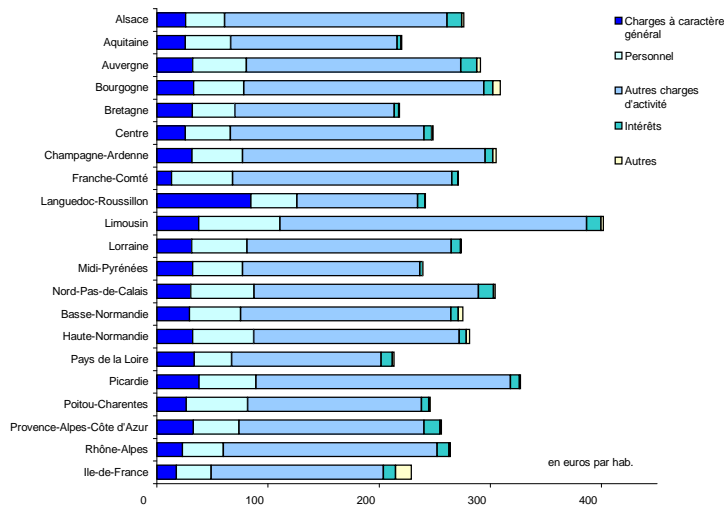


Structure Outre-mer



Composantes des dépenses de fonctionnement en euros par habitant en 2010

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

4 - Composantes des dépenses d'investissement : niveau, évolution et structure

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

Régions	Subventions versées		Remboursement de dette hors gestion active de dette		Équipement brut		Autres
	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010
Alsace	143,6	-18,0%	46,1	-0,4%	70,7	+2,4%	3,7
Aquitaine	317,7	+1,4%	45,1	-1,8%	185,7	+9,9%	8,4
Auvergne	115,7	+5,4%	44,7	+6,7%	86,8	-0,0%	14,0
Bourgogne	185,7	+1,8%	25,8	+31,3%	55,5	-21,6%	8,3
Bretagne	283,0	+6,6%	32,2	+6,6%	117,8	+3,1%	18,1
Centre	228,0	+5,9%	41,3	+14,7%	78,3	-11,5%	1,2
Champagne-Ardenne	97,4	+10,8%	24,3	-14,1%	58,5	+1,4%	6,5
Corse	91,4	-5,2%	7,2	+0,0%	145,9	-4,1%	0,0
Franche-Comté	128,1	+4,3%	13,8	+20,2%	46,2	-11,9%	0,5
Languedoc-Roussillon	199,9	+2,3%	36,8	-3,9%	212,6	-5,0%	32,4
Limousin	78,6	-5,1%	16,1	+3,9%	36,9	-13,3%	5,3
Lorraine	160,6	-10,6%	34,6	+26,9%	110,7	+51,0%	11,3
Midi-Pyrénées	389,0	+3,3%	10,7	+52,9%	155,6	-4,6%	2,8
Nord-Pas-de-Calais	418,3	+11,1%	130,5	+9,2%	248,0	+11,4%	5,1
Basse-Normandie	155,6	+7,7%	10,9	+14,9%	52,4	-8,7%	7,1
Haute-Normandie	192,2	-7,4%	18,4	+16,2%	169,9	-2,7%	13,5
Pays de la Loire	407,4	-5,7%	80,0	+27,0%	128,4	-3,2%	13,5
Picardie	210,3	-3,0%	26,0	+22,6%	99,8	-0,9%	19,7
Poitou-Charentes	143,3	+23,2%	23,0	-8,0%	71,9	-23,9%	5,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	325,3	-5,3%	117,7	+127,1%	234,4	+19,5%	8,3
Rhône-Alpes	453,3	-0,3%	75,6	+29,0%	276,3	+5,8%	19,2
Métropole sauf Ile-de-France	4 724,5	+0,6%	860,8	+19,6%	2 642,3	+1,5%	204,1
Ile-de-France	1 103,6	+6,6%	245,1	+21,1%	614,2	-12,0%	58,1
Métropole	5 828,1	+1,7%	1 105,9	+20,0%	3 256,5	-1,3%	262,2
Guadeloupe	74,3	+59,3%	19,5	-18,3%	104,1	+26,4%	3,2
Guyane	19,1	+42,7%	7,7	+45,7%	36,2	-6,0%	0,2
Martinique	66,8	+0,4%	0,0	-	108,7	+12,4%	0,0
Réunion	96,1	-4,4%	30,2	+9,3%	216,6	-35,1%	5,7
Outre-mer	256,3	+12,9%	57,3	+1,1%	465,6	-15,5%	9,1
France	6 084,4	+2,2%	1 163,3	+18,9%	3 722,1	-3,4%	271,3

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

hors gestion active de la dette

en euros par habitant en 2009

Régions	Subventions versées	Remboursement de dette	Équipement brut	Autres
Alsace	77,2	24,8	38,0	2,0
Aquitaine	98,1	13,9	57,4	2,6
Auvergne	83,8	32,4	62,8	10,1
Bourgogne	110,1	15,3	32,9	4,9
Bretagne	87,9	10,0	36,6	5,6
Centre	87,8	15,9	30,1	0,5
Champagne-Ardenne	70,7	17,6	42,5	4,7
Corse	300,1	23,6	479,2	0,0
Franche-Comté	107,2	11,6	38,7	0,4
Languedoc-Roussillon	76,4	14,1	81,3	12,4
Limousin	103,5	21,2	48,6	6,9
Lorraine	67,1	14,5	46,2	4,7
Midi-Pyrénées	134,6	3,7	53,8	1,0
Nord-Pas-de-Calais	102,2	31,9	60,6	1,2
Basse-Normandie	103,4	7,2	34,8	4,7
Haute-Normandie	103,4	9,9	91,4	7,3
Pays de la Loire	113,6	22,3	35,8	3,8
Picardie	108,0	13,3	51,2	10,1
Poitou-Charentes	79,9	12,8	40,1	2,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	65,8	23,8	47,4	1,7
Rhône-Alpes	72,9	12,2	44,5	3,1
Métropole sauf Ile-de-France	91,8	16,7	51,3	4,0
Ile-de-France	94,0	20,9	52,3	4,9
Métropole	92,2	17,5	51,5	4,1
Guadeloupe	182,4	47,8	255,8	7,9
Guyane	89,0	35,8	168,1	0,7
Martinique	165,4	0,0	269,2	0,0
Réunion	119,7	37,6	269,8	7,1
Outre-mer	140,1	31,3	254,6	5,0
France	93,6	17,9	57,2	4,2

source : Budgets primitifs 2010

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

4bis - Composantes des dépenses d'investissement par nature : niveau et structure

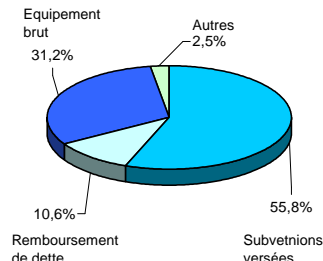
hors gestion active de la dette

en %

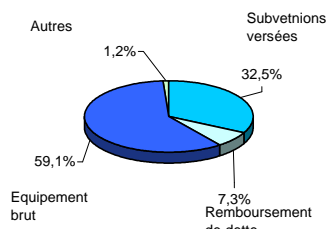
Régions	Structure des dépenses d'investissement :			
	Subventions versées	Rembours de dette	Équipement brut	Autres
Alsace	54,4%	17,5%	26,8%	1,4%
Aquitaine	57,0%	8,1%	33,3%	1,5%
Auvergne	44,3%	17,1%	33,2%	5,4%
Bourgogne	67,4%	9,4%	20,2%	3,0%
Bretagne	62,8%	7,1%	26,1%	4,0%
Centre	65,4%	11,8%	22,4%	0,4%
Champagne-Ardenne	52,2%	13,0%	31,4%	3,5%
Corse	37,4%	2,9%	59,7%	0,0%
Franche-Comté	67,9%	7,3%	24,5%	0,3%
Languedoc-Roussillon	41,5%	7,6%	44,1%	6,7%
Limousin	57,4%	11,8%	27,0%	3,8%
Lorraine	50,6%	10,9%	34,9%	3,6%
Midi-Pyrénées	69,7%	1,9%	27,9%	0,5%
Nord-Pas-de-Calais	52,2%	16,3%	30,9%	0,6%
Basse-Normandie	68,9%	4,8%	23,2%	3,2%
Haute-Normandie	48,8%	4,7%	43,1%	3,4%
Pays de la Loire	64,7%	12,7%	20,4%	2,1%
Picardie	59,1%	7,3%	28,0%	5,5%
Poitou-Charentes	58,9%	9,5%	29,5%	2,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	47,4%	17,2%	34,2%	1,2%
Rhône-Alpes	55,0%	9,2%	33,5%	2,3%
Métropole sauf Ile-de-France	56,0%	10,2%	31,3%	2,4%
Ile-de-France	54,6%	12,1%	30,4%	2,9%
Métropole	55,8%	10,6%	31,2%	2,5%
Guadeloupe	36,9%	9,7%	51,8%	1,6%
Guyane	30,3%	12,2%	57,3%	0,2%
Martinique	38,1%	0,0%	61,9%	0,0%
Réunion	27,6%	8,6%	62,1%	1,6%
Outre-mer	32,5%	7,3%	59,1%	1,2%
France	54,1%	10,3%	33,1%	2,4%

source : Budgets primitifs 2010

Structure en métropole



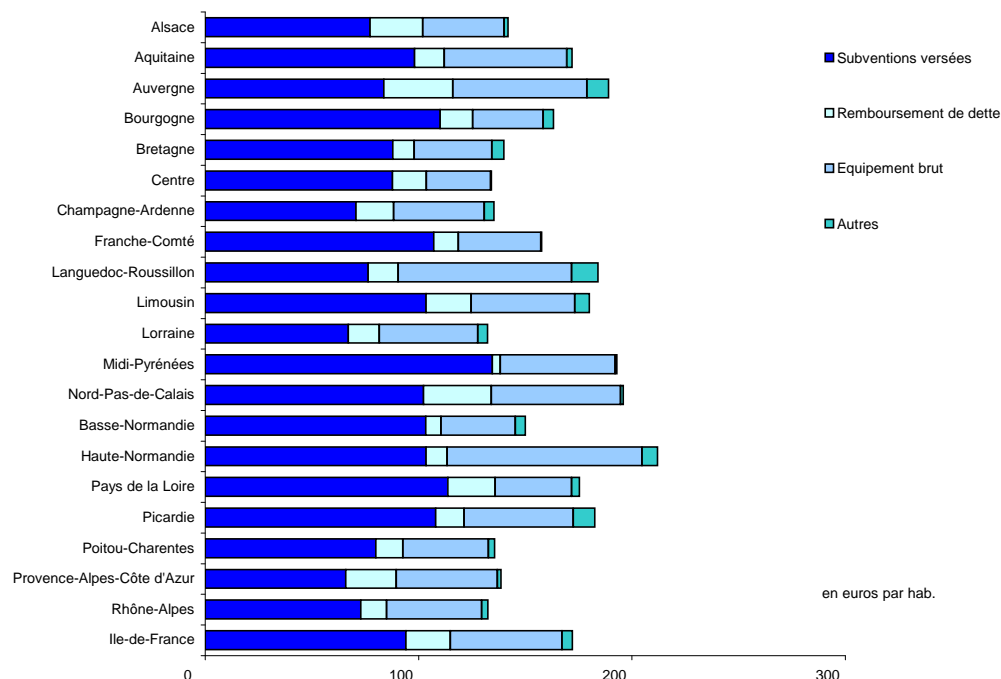
Structure Outre-mer



Composantes des dépenses d'investissement en euros par habitant en 2009

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

5 - Recettes totales : niveau et évolution par grand poste

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

Régions	Recettes totales		Recettes fiscales		Transferts reçus		dont				Emprunts	
	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010	2010/2009	DGF*		Compensations fiscales		2010	2010/2009
							2010	2010/2009	2010	2010/2009		
Alsace	778,0	-2,6%	313,4	-0,2%	327,1	-1,9%	189,5	+0,5%	2,9	-2,1%	136,7	+37,7%
Aquitaine	1 271,2	+4,6%	546,3	+0,7%	481,5	-0,2%	256,3	-3,3%	10,2	-2,2%	234,8	+30,6%
Auvergne	863,7	+6,0%	277,1	+4,3%	265,8	+5,6%	144,1	+0,6%	9,2	+16,1%	111,0	+11,0%
Bourgogne	796,4	+2,8%	291,1	+3,1%	312,9	+1,4%	172,1	+0,5%	8,0	-1,8%	182,2	+4,4%
Bretagne	1 154,7	+5,0%	523,7	+3,8%	436,6	+0,4%	252,4	-0,5%	11,0	-10,4%	186,7	+23,8%
Centre	994,8	+1,3%	438,8	+0,0%	457,0	+2,2%	243,3	+0,5%	18,9	-2,3%	88,5	+9,9%
Champagne-Ardenne	607,5	+2,9%	251,8	-1,8%	261,2	+1,9%	131,6	+0,6%	5,2	-4,3%	85,8	+28,7%
Corse	643,7	-0,3%	167,8	+4,4%	437,2	-4,0%	34,5	+0,6%	13,6	+3,0%	36,5	+35,2%
Franche-Comté	513,2	+0,6%	229,6	-0,8%	208,8	-0,9%	117,0	+0,4%	3,2	-5,9%	72,2	+11,6%
Languedoc-Roussillon	1 114,6	+1,8%	469,7	+3,3%	411,0	+2,0%	228,7	+0,4%	9,4	+4,0%	224,0	+1,8%
Limousin	442,1	-1,3%	167,4	+5,3%	190,3	-2,4%	118,0	+1,0%	4,8	+3,6%	74,1	-13,8%
Lorraine	973,5	+2,5%	424,2	+1,9%	417,6	+7,3%	218,0	+0,5%	5,1	+3,7%	123,7	-12,9%
Midi-Pyrénées	1 250,0	+2,6%	550,6	+1,5%	472,9	+11,4%	251,9	+0,5%	11,1	-3,8%	212,0	-10,1%
Nord-Pas-de-Calais	2 048,0	+5,5%	781,8	+2,5%	799,2	+6,9%	379,3	+0,5%	15,7	+3,5%	447,9	+6,5%
Basse-Normandie	640,8	+3,0%	300,8	+3,9%	233,1	-1,4%	119,0	+0,6%	5,2	-2,1%	98,7	+12,2%
Haute-Normandie	917,1	+0,9%	360,6	-5,8%	301,5	+1,7%	151,8	+1,0%	4,3	-14,0%	236,0	+4,4%
Pays de la Loire	1 395,5	+1,4%	548,3	+3,1%	523,6	+0,0%	263,5	+0,5%	12,1	-3,7%	293,9	+0,2%
Picardie	993,2	-1,1%	356,8	-1,9%	429,1	-3,4%	222,3	+0,5%	13,3	+1,4%	193,7	+2,4%
Poitou-Charentes	688,0	+0,0%	277,6	+2,6%	302,2	-1,3%	142,0	+0,8%	10,4	+2,5%	89,8	-8,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 952,5	+5,6%	873,8	+3,5%	752,7	+5,7%	409,5	+0,5%	17,3	-1,2%	258,2	-8,2%
Rhône-Alpes	2 467,3	+3,9%	1 057,5	+0,9%	931,0	+0,9%	582,0	+0,5%	7,3	-11,6%	447,6	+18,5%
Métropole sauf Ile-de-France	22 302,7	+2,7%	9 208,5	+1,6%	8 952,3	+2,0%	4 626,8	+0,3%	198,1	-1,1%	3 833,9	+6,5%
Ile-de-France	4 710,1	+3,8%	2 211,9	+0,4%	1 425,3	-1,3%	735,2	+0,5%	13,8	+4,1%	971,7	+27,9%
Métropole	27 012,9	+2,9%	11 420,4	+1,4%	10 377,6	+1,5%	5 362,0	+0,3%	211,9	-0,7%	4 805,5	+10,2%
Guadeloupe	349,9	+15,2%	178,7	-2,8%	144,4	+22,9%	15,1	+0,6%	0,0	-	25,0	-
Guyane	138,9	+9,4%	60,9	-0,2%	72,8	+40,6%	5,1	-0,8%	0,1	+12,5%	5,0	-64,3%
Martinique	338,0	+9,0%	156,1	-7,5%	121,5	+9,9%	21,4	+1,3%	0,6	+0,0%	60,0	+100,0%
Réunion	621,2	-17,2%	287,0	-2,0%	332,7	+2,7%	27,9	-0,5%	2,1	-6,8%	0,0	-
Outre-mer	1 448,0	-2,9%	682,7	-3,4%	671,3	+11,2%	69,5	+0,3%	2,7	-16,5%	90,0	-49,2%
France	28 460,9	+2,6%	12 103,1	+1,1%	11 048,9	+2,0%	5 431,5	+0,3%	214,6	-1,0%	4 895,5	+7,9%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

Le poste des transferts reçus comprend l'ensemble des dotations et subventions reçues en fonctionnement et en investissement (y compris les compensations fiscales).

DGF* : Il s'agit du montant inscrit au budget primitif. Toutefois, l'évolution de la DGF des régions s'élève à 0,6% en 2010. (Source : DGCL, Bureau des concours financiers de l'Etat)

hors gestion active de la dette

en euros par habitant en 2010

Régions	Recettes totales	Recettes fiscales	Transferts reçus	dont		Emprunts	Autres
				DGF	comp. fiscales		
Alsace	418,4	168,5	175,9	101,9	1,5	73,5	0,5
Aquitaine	392,6	168,7	148,7	79,2	3,2	72,5	2,6
Auvergne	480,4	200,6	192,4	104,3	6,6	80,3	7,1
Bourgogne	472,4	172,7	185,6	102,1	4,8	108,1	6,0
Bretagne	358,6	162,7	135,6	78,4	3,4	58,0	2,4
Centre	382,9	168,9	175,9	93,7	7,3	34,1	4,0
Champagne-Ardenne	440,9	182,7	189,6	95,5	3,8	62,2	6,4
Corse	2 114,0	551,0	1 435,8	113,4	44,6	119,8	7,4
Franche-Comté	429,3	192,1	174,7	97,9	2,7	60,4	2,2
Languedoc-Roussillon	426,0	179,5	157,1	87,4	3,6	85,6	3,8
Limousin	582,2	220,4	250,6	155,4	6,3	97,6	13,7
Lorraine	406,5	177,2	174,4	91,1	2,1	51,7	3,3
Midi-Pyrénées	432,6	190,5	163,6	87,2	3,8	73,3	5,1
Nord-Pas-de-Calais	500,6	191,1	195,3	92,7	3,8	109,5	4,7
Basse-Normandie	425,6	199,8	154,8	79,0	3,5	65,6	5,4
Haute-Normandie	493,7	194,1	162,3	81,7	2,3	127,0	10,2
Pays de la Loire	389,3	152,9	146,1	73,5	3,4	82,0	8,3
Picardie	509,9	183,2	220,3	114,1	6,8	99,5	6,9
Poitou-Charentes	381,8	154,8	168,4	79,2	5,8	50,1	8,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	394,9	176,7	152,2	82,8	3,5	52,2	13,7
Rhône-Alpes	396,9	170,1	149,8	93,6	1,2	72,0	5,0
Métropole sauf Ile-de-France	433,4	178,9	174,0	89,9	3,8	74,5	6,0
Ile-de-France	401,2	188,4	121,4	62,6	1,2	82,8	8,6
Métropole	427,4	180,7	164,2	84,8	3,4	76,0	6,5
Guadeloupe	859,2	438,7	354,5	37,1	0,0	61,4	4,5
Guyane	646,0	283,3	338,5	23,7	0,4	23,3	1,0
Martinique	837,3	386,6	300,9	53,0	1,5	148,6	1,2
Réunion	773,7	357,4	414,3	34,7	2,6	0,0	1,9
Outre-mer	791,7	373,3	367,1	38,0	1,5	49,2	2,2
France	437,7	186,1	169,9	83,5	3,3	75,3	6,4

source : Budgets primitifs 2010

■ Volume budgétaire

Structure des recettes par grands postes

[Retour sommaire](#)

hors gestion active de la dette

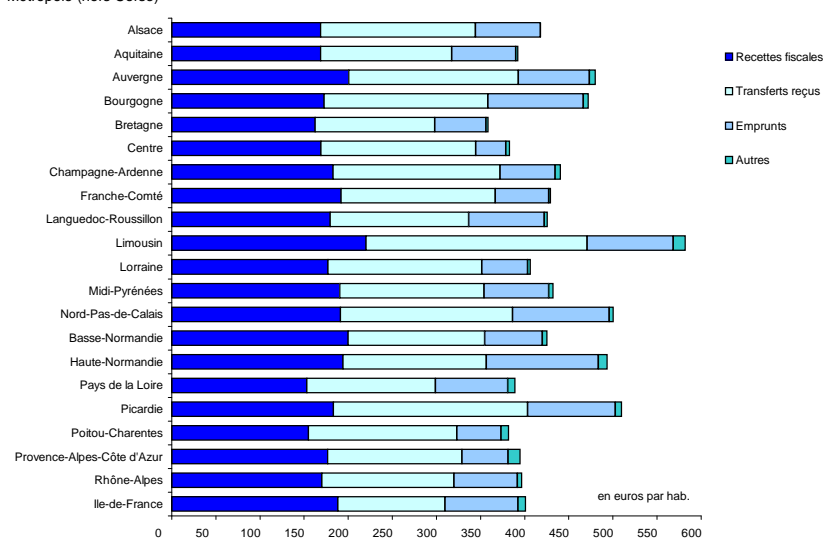
Régions	Structure des recettes totales :					Emprunts
	Recettes fiscales	Transferts reçus	dont DGF	Compens. fiscales	autres	
Alsace	40,3%	42,0%	24,4%	0,4%	17,3%	17,6%
Aquitaine	43,0%	37,9%	20,2%	0,8%	16,9%	18,5%
Auvergne	41,8%	40,0%	21,7%	1,4%	16,9%	16,7%
Bourgogne	36,5%	39,3%	21,6%	1,0%	16,7%	22,9%
Bretagne	45,4%	37,8%	21,9%	1,0%	15,0%	16,2%
Centre	44,1%	45,9%	24,5%	1,9%	19,6%	8,9%
Champagne-Ardenne	41,4%	43,0%	21,7%	0,9%	20,5%	14,1%
Corse	26,1%	67,9%	5,4%	2,1%	60,4%	5,7%
Franche-Comté	44,7%	40,7%	22,8%	0,6%	17,3%	14,1%
Languedoc-Roussillon	42,1%	36,9%	20,5%	0,8%	15,5%	20,1%
Limousin	37,9%	43,0%	26,7%	1,1%	15,3%	16,8%
Lorraine	43,6%	42,9%	22,4%	0,5%	20,0%	12,7%
Midi-Pyrénées	44,0%	37,8%	20,2%	0,9%	16,8%	17,0%
Nord-Pas-de-Calais	38,2%	39,0%	18,5%	0,8%	19,7%	21,9%
Basse-Normandie	46,9%	36,4%	18,6%	0,8%	17,0%	15,4%
Haute-Normandie	39,3%	32,9%	16,6%	0,5%	15,9%	25,7%
Pays de la Loire	39,3%	37,5%	18,9%	0,9%	17,8%	21,1%
Picardie	35,9%	43,2%	22,4%	1,3%	19,5%	19,5%
Poitou-Charentes	40,5%	44,1%	20,7%	1,5%	21,9%	13,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	44,8%	38,5%	21,0%	0,9%	16,7%	13,2%
Rhône-Alpes	42,9%	37,7%	23,6%	0,3%	13,9%	18,1%
Métropole sauf Ile-de-France	41,3%	40,1%	20,7%	0,9%	18,5%	17,2%
Ile-de-France (1)	47,0%	30,3%	15,6%	0,3%	14,4%	20,6%
Métropole	42,3%	38,4%	19,8%	0,8%	17,8%	17,8%
Guadeloupe	51,1%	41,3%	4,3%	0,0%	36,9%	7,1%
Guyane	43,9%	52,4%	3,7%	0,1%	48,7%	3,6%
Martinique	46,2%	35,9%	6,3%	0,2%	29,4%	17,8%
Réunion	46,2%	53,6%	4,5%	0,3%	48,7%	0,0%
Outre-mer	47,1%	46,4%	4,8%	0,2%	41,4%	6,2%
France	42,5%	38,8%	19,1%	0,8%	19,0%	17,2%

source : Budgets primitifs 2010

Composantes des recettes totales en euros par habitant en 2010

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

6 - Recettes de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution

[Retour sommaire](#)

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

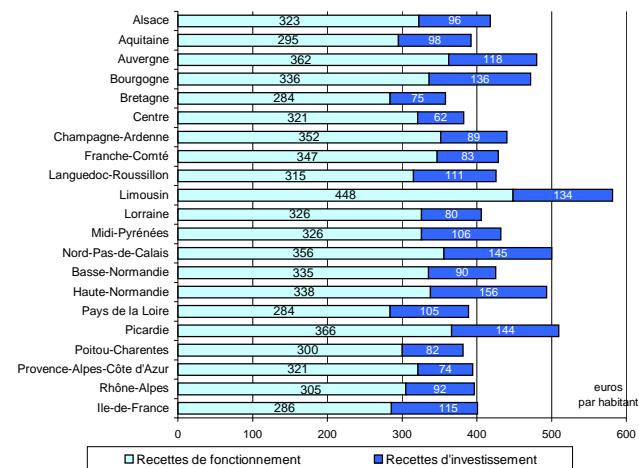
Régions	Recettes réelles de fonctionnement			Recettes réelles d'investissement		
	2009	2010	2010/ 2009	2009	2010	2010/ 2009
Alsace	598,9	599,8	+0,1%	200,1	178,2	-11,0%
Aquitaine	958,1	955,0	-0,3%	257,4	316,2	+22,9%
Auvergne	488,5	500,7	+2,5%	137,9	163,0	+18,2%
Bourgogne	559,3	566,8	+1,3%	215,6	229,6	+6,5%
Bretagne	885,6	914,3	+3,2%	214,0	240,4	+12,3%
Centre	835,1	833,0	-0,2%	146,6	161,8	+10,3%
Champagne-Ardenne	488,1	484,4	-0,8%	102,3	123,1	+20,4%
Corse	509,5	516,9	+1,5%	136,4	126,8	-7,1%
Franche-Comté	412,6	414,5	+0,5%	97,4	98,6	+1,3%
Languedoc-Roussillon	813,7	824,6	+1,3%	280,9	290,0	+3,3%
Limousin	336,5	340,4	+1,2%	111,4	101,7	-8,7%
Lorraine	758,3	780,8	+3,0%	191,2	192,7	+0,8%
Midi-Pyrénées	921,5	942,4	+2,3%	297,3	307,6	+3,5%
Nord-Pas-de-Calais	1 415,3	1 455,5	+2,8%	526,4	592,5	+12,6%
Basse-Normandie	496,3	505,0	+1,8%	125,9	135,8	+7,9%
Haute-Normandie	645,5	627,8	-2,7%	263,8	289,3	+9,7%
Pays de la Loire	987,7	1 018,0	+3,1%	388,2	377,6	-2,7%
Picardie	734,2	713,3	-2,8%	269,8	279,9	+3,7%
Poitou-Charentes	536,9	538,5	+0,3%	148,1	146,5	-1,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 493,7	1 587,4	+6,3%	355,5	365,2	+2,7%
Rhône-Alpes	1 887,0	1 896,0	+0,5%	488,0	571,2	+17,1%
Métropole sauf Ile-de-France	16 762,2	17 014,9	+1,5%	4 954,1	5 287,8	+6,7%
Ile-de-France	3 377,0	3 354,2	-0,7%	1 161,9	1 355,9	+16,7%
Métropole	20 139,2	20 369,1	+1,1%	6 115,9	6 643,7	+8,6%
Guadeloupe	258,9	276,4	+6,8%	44,8	73,4	+63,7%
Guyane	87,7	91,8	+4,6%	39,3	47,1	+19,9%
Martinique	238,0	221,8	-6,8%	72,0	116,2	+61,4%
Réunion	452,8	423,3	-6,5%	297,7	198,0	-33,5%
Outre-mer	1 037,4	1 013,2	-2,3%	453,8	434,8	-4,2%
France	21 176,7	21 382,3	+1,0%	6 569,8	7 078,5	+7,7%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

Répartition des recettes totales en euros par habitant en 2010

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

en euros par habitant en 2009

Régions	Rec. réel. fonction. 2010	Rec. réel. invest. 2010
Alsace	322,5	95,8
Aquitaine	295,0	97,7
Auvergne	362,4	118,0
Bourgogne	336,2	136,2
Bretagne	284,0	74,7
Centre	320,6	62,3
Champagne-Ardenne	351,5	89,4
Corse	1 697,6	416,4
Franche-Comté	346,8	82,5
Languedoc-Roussillon	315,2	110,9
Limousin	448,2	134,0
Lorraine	326,1	80,5
Midi-Pyrénées	326,1	106,5
Nord-Pas-de-Calais	355,8	144,8
Basse-Normandie	335,4	90,2
Haute-Normandie	337,9	155,7
Pays de la Loire	284,0	105,3
Picardie	366,2	143,7
Poitou-Charentes	300,2	81,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	321,0	73,8
Rhône-Alpes	305,0	91,9
Métropole sauf Ile-de-France	330,6	102,8
Ile-de-France	285,7	115,5
Métropole	322,3	105,1
Guadeloupe	678,9	180,3
Guyane	426,7	219,3
Martinique	549,4	287,9
Réunion	527,1	246,6
Outre-mer	554,0	237,7
France	328,8	108,8

source : Budgets primitifs 2010

Fiscalité régionale

[Retour sommaire](#)

7 - Recettes fiscales directes et indirectes (hors compensations de l'État) : niveau et évolution

en millions d'euros

Régions	Recettes fiscales		Recettes fiscales directes *		Recettes fiscales indirectes **		dont : cartes grises		TIPP	
	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010	2010/2009
Alsace	313,4	-0,2%	141,9	+1,8%	171,5	-1,7%	54,0	-5,3%	97,8	-2,7%
Aquitaine	546,3	+0,7%	264,0	+4,8%	282,3	-2,9%	76,7	-8,7%	172,4	-0,5%
Auvergne	277,1	+4,3%	129,2	+7,2%	147,9	+1,8%	42,0	-6,7%	90,5	+6,2%
Bourgogne	291,1	+3,1%	125,1	+6,9%	166,0	+0,4%	46,4	-4,5%	102,2	+3,5%
Bretagne	523,7	+3,8%	213,4	+3,8%	310,3	+3,8%	89,6	+1,5%	187,7	+4,5%
Centre	438,8	+0,0%	204,7	+4,0%	234,1	-3,2%	65,1	-7,7%	141,4	-2,4%
Champagne-Ardenne	251,8	-1,8%	107,8	+4,8%	144,0	-6,2%	37,5	-2,3%	91,1	-9,9%
Corse (1)	167,8	+4,4%	3,1	+4,3%	164,6	+4,4%	9,0	+0,0%	35,2	-10,1%
Franche-Comté	229,6	-0,8%	107,8	+2,1%	121,8	-3,2%	33,0	-7,0%	77,7	+0,3%
Languedoc-Roussillon	469,7	+3,3%	233,3	+4,8%	236,4	+1,9%	79,9	+0,0%	130,7	+2,5%
Limousin	167,4	+5,3%	67,2	+1,4%	100,2	+8,2%	20,0	+0,0%	72,3	+0,0%
Lorraine	424,2	+1,9%	167,5	+3,9%	256,7	+0,6%	65,0	-3,0%	161,7	+2,3%
Midi-Pyrénées	550,6	+1,5%	284,3	+3,3%	266,3	-0,3%	82,0	-3,5%	158,3	+1,5%
Nord-Pas-de-Calais	781,8	+2,5%	393,9	+4,0%	387,9	+1,1%	101,0	+3,1%	247,6	-0,6%
Basse-Normandie	300,8	+3,9%	155,1	+10,2%	145,7	-2,0%	31,0	-16,2%	97,2	+3,2%
Haute-Normandie	360,6	-5,8%	192,4	+3,1%	168,3	-14,2%	60,0	-14,3%	90,7	-15,9%
Pays de la Loire	548,3	+3,1%	237,6	+3,2%	310,6	+3,0%	88,0	+0,0%	180,4	+3,3%
Picardie	356,8	-1,9%	160,9	+5,1%	195,9	-6,9%	63,3	-12,7%	116,6	-4,4%
Poitou-Charentes	277,6	+2,6%	115,0	+6,5%	162,6	+0,0%	51,6	+0,0%	85,0	+0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	873,8	+3,5%	393,7	+6,3%	480,1	+1,4%	184,0	+0,0%	247,4	+2,5%
Rhône-Alpes	1 057,5	+0,9%	455,0	+3,6%	602,5	-1,0%	230,0	-5,3%	318,0	+1,7%
Métropole sauf Ile-de-France	9 208,5	+1,6%	4 152,8	+4,5%	5 055,7	-0,6%	1 509,1	-4,0%	2 901,8	+0,0%
Ile-de-France	2 211,9	+0,4%	712,1	+11,6%	1 499,9	-4,2%	330,0	-12,5%	904,5	-1,7%
Métropole	11 420,4	+1,4%	4 864,8	+5,4%	6 555,6	-1,4%	1 839,1	-5,7%	3 806,4	-0,4%
Guadeloupe (1)	178,7	-2,8%	18,5	3,4%	160,2	-3,5%	8,0	-7,0%	0,0	-
Guyane (1)	60,9	-0,2%	8,9	8,9%	52,0	-1,7%	3,8	0,0%	0,0	-
Martinique (1)	156,1	-7,5%	20,4	5,2%	135,7	-9,1%	5,6	-20,0%	0,0	-
Réunion (1)	287,0	-2,0%	32,4	7,5%	254,6	-3,1%	16,5	-10,1%	0,0	-
Outre-mer	682,7	-3,4%	80,2	6,1%	602,5	-4,5%	33,9	-10,2%	0,0	-
France	12 103,1	+1,1%	4 945,0	+5,5%	7 158,0	-1,7%	1 873,0	-5,7%	3 806,4	-0,4%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

(1) La Corse et les régions d'Outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques.

* En 2010, la réforme de la fiscalité locale se traduit par la suppression de la taxe professionnelle et la mise en place d'une compensation relais que l'Etat verse aux régions au titre d'une dotation. Toutefois, les régions n'ont pas intégré cette modification dans leur budget primitif de façon homogène. Seules 5 régions ont intégré la compensation relais comme une dotation dans le compte 74, le reste des régions l'a directement ventilé dans les contributions directes, matérialisé par le compte 731. Afin de traiter les données sur un champ constant, le montant de la compensation relais a été reventilé dans le compte 731. Ainsi, les recettes de fiscalité directe correspondent au produit 2 taxes perçu par les régions ainsi que la compensation relais de la TP.

**Les recettes de fiscalité indirectes sont notamment les tarifs des cartes grises, des permis de conduire et les montants de TIPP (taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) reçus pour financer les nouveaux transferts de compétences.

en euros par habitant en 2010

Régions	Recettes fiscales 2010	Recettes fiscales		dont :	
		directes 2010	indirectes 2010	cartes grises 2010	TIPP 2010
Alsace	168,5	76,3	92,2	29,0	52,6
Aquitaine	168,7	81,5	87,2	23,7	53,2
Auvergne	200,6	93,5	107,0	30,4	65,5
Bourgogne	172,7	74,2	98,5	27,5	60,6
Bretagne	162,7	66,3	96,4	27,8	58,3
Centre	168,9	78,8	90,1	25,1	54,4
Champagne-Ardenne	182,7	78,2	104,5	27,2	66,1
Corse (1)	551,0	10,3	540,7	29,6	115,6
Franche-Comté	192,1	90,2	101,9	27,6	65,0
Languedoc-Roussillon	179,5	89,2	90,4	30,5	50,0
Limousin	220,4	88,5	131,9	26,3	95,2
Lorraine	177,2	69,9	107,2	27,1	67,5
Midi-Pyrénées	190,5	98,4	92,2	28,4	54,8
Nord-Pas-de-Calais	191,1	96,3	94,8	24,7	60,5
Basse-Normandie	199,8	103,0	96,8	20,6	64,6
Haute-Normandie	194,1	103,5	90,6	32,3	48,8
Pays de la Loire	152,9	66,3	86,7	24,5	50,3
Picardie	183,2	82,6	100,6	32,5	59,9
Poitou-Charentes	154,8	64,1	90,7	28,8	47,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	176,7	79,6	97,1	37,2	50,0
Rhône-Alpes	170,1	73,2	96,9	37,0	51,2
Métropole sauf Ile-de-France	178,9	80,7	98,2	29,3	56,4
Ile-de-France	188,4	60,7	127,8	28,1	77,0
Métropole	180,7	77,0	103,7	29,1	60,2
Guadeloupe (1)	438,7	45,4	393,3	19,6	0,0
Guyane (1)	283,3	41,4	241,9	17,7	0,0
Martinique (1)	386,6	50,5	336,1	13,9	0,0
Réunion (1)	357,4	40,3	317,1	20,5	0,0
Outre-mer	373,3	43,9	329,4	18,5	0,0
France	186,1	76,0	110,1	28,8	58,5

source : Budgets primitifs 2010

(1) La Corse et les régions d'Outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques.

□ Fiscalité régionale

[Retour sommaire](#)

8- Fiscalité directe : niveau du produit et évolution des taux

Bases et taux d'imposition directs

En 2010, la réforme de la fiscalité locale se traduit par la suppression de la taxe professionnelle. La fiscalité directe locale des régions est basée uniquement sur les taxes foncières dont elles votent les taux pour la dernière fois.

Avec cette réforme, les entreprises sont soumises à deux nouveaux impôts : la contribution économique territoriale (CET) et l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER). Un régime transitoire a été établi pour 2010 : l'Etat perçoit le produit de ces impôts et verse aux régions une compensation relais.

Les bases d'imposition représentent l'assiette de l'impôt dont dispose chaque région pour chacune des deux taxes directes locales.

Régions	Bases d'imposition (en millions d'euros) :		Taux d'imposition directe (en %) :		Variation des taux (en points)	
	Foncier bâti 2010	Foncier non bâti 2010	Foncier bâti 2010	Foncier non bâti 2010	Foncier bâti 2010/2009	Foncier non bâti 2010/2009
Alsace	1 948,3	3,7	2,01	9,60	+0,08	+0,08
Aquitaine	3 203,3	12,4	3,17	9,31	+0,00	+0,00
Auvergne	1 288,6	3,1	4,77	10,92	+0,00	+0,00
Bourgogne	1 551,0	4,5	3,65	9,17	+0,00	+0,00
Bretagne	2 817,9	12,3	2,97	4,13	+0,00	+0,00
Centre	2 285,9	9,5	3,47	8,62	+0,00	+0,00
Champagne-Ardenne	1 154,2	4,5	3,63	4,72	+0,00	+0,00
Corse *	307,6	1,6	1,02	6,24	+0,00	+0,00
Franche-Comté	1 068,9	2,5	3,92	10,24	+0,00	+0,00
Languedoc-Roussillon	2 687,3	10,4	4,86	5,37	+0,00	+0,00
Limousin	688,4	1,5	4,10	15,98	+0,00	+0,00
Lorraine	2 132,3	5,5	2,73	8,23	+0,00	+0,00
Midi-Pyrénées	2 777,4	4,8	4,72	11,23	+0,00	+0,00
Nord-Pas-de-Calais	2 931,8	11,1	3,83	13,00	+0,00	+0,00
Basse-Normandie	1 236,2	9,4	5,29	7,16	+0,00	+0,00
Haute-Normandie	1 652,1	5,3	4,42	9,20	+0,00	+0,00
Pays de la Loire	3 100,5	15,4	2,66	5,07	+0,00	+0,00
Picardie	1 538,6	5,2	4,26	7,11	+0,00	+0,00
Poitou-Charentes	1 518,4	4,9	3,32	8,63	+0,00	+0,00
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 120,9	26,1	2,36	8,85	+0,00	+0,00
Rhône-Alpes	7 387,4	18,6	2,12	5,28	+0,00	+0,00
Métropole sauf Ile-de-France	49 397,0	172,3	3,49	8,48	+0,00	+0,05
Ile-de-France	21 217,3	44,0	1,27	2,20	+0,00	+0,00
Métropole	70 614,3	216,3	3,39	8,19	+0,01	+0,01
Guadeloupe	281,6	1,0	3,90	0,00	+0,00	+0,00
Guyane	91,3	1,6	4,27	3,25	+0,00	+0,00
Martinique	293,5	1,4	3,88	3,71	+0,00	+0,00
Réunion	540,9	3,7	2,66	0,90	+0,00	+0,00
Outre-mer	1 207,4	7,6	3,68	1,97	-0,00	-0,05
France	71 821,8	223,9	3,43	7,24	+0,01	+0,00

Sources : DGIP, DGCL, Etats de notification 1253

* statut de la Corse : suppression de la taxe professionnelle

Régions	Produit voté 2 taxes* 2010	Compensation relais de la TP**	Produit global des 2 taxes foncières en 2010 + compensation relais	
	en millions d'euros	en millions d'euros	en millions d'euros	Evolution en % 2010/2009***
Alsace	39,5	108,6	148,2	1,9
Aquitaine	102,7	175,0	277,7	4,1
Auvergne	61,8	84,2	146,0	1,3
Bourgogne	57,0	86,6	143,6	3,0
Bretagne	84,2	147,0	231,2	4,7
Centre	80,1	136,6	216,8	4,1
Champagne-Ardenne	42,1	73,8	116,0	3,4
Corse (1)	3,2	s.o	3,2	4,4
Franche-Comté	42,2	74,5	116,7	3,3
Languedoc-Roussillon	131,2	130,6	261,8	3,9
Limousin	28,5	43,6	72,1	1,2
Lorraine	58,7	126,8	185,5	3,1
Midi-Pyrénées	131,6	178,1	309,7	3,3
Nord-Pas-de-Calais	113,7	311,0	424,7	3,6
Basse-Normandie	66,1	90,8	156,9	2,9
Haute-Normandie	73,5	135,0	208,5	4,5
Pays de la Loire	83,3	169,8	253,0	4,9
Picardie	65,9	107,1	173,0	2,2
Poitou-Charentes	50,8	66,4	117,2	4,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	146,8	309,0	455,7	4,3
Rhône-Alpes	157,6	337,9	495,5	4,0
Métropole sauf Ile-de-France	1 620,5	2 892,4	4 512,9	3,4
Ile-de-France	270,4	441,9	712,3	3,0
Métropole	1 890,9	3 334,3	5 225,2	3,4
Guadeloupe	11,0	10,3	21,3	2,5
Guyane	4,0	5,3	9,2	6,3
Martinique	11,4	9,1	20,5	5,0
Réunion	14,4	17,1	31,6	2,7
Outre-mer	40,8	41,8	82,6	4,1
France	1 931,7	3 376,1	5 307,8	3,5

Sources : DGIP, DGCL, Etats de notification 1253

(1) statut de la Corse : suppression de la taxe professionnelle

* Le produit voté correspond au produit des bases par le taux voté. L'évolution du produit voté des 2 taxes est basé sur les produits prévisionnels votés des 2 taxes foncières en 2010 sur les produits définitifs de 2009.

**Le calcul de la compensation relais de la taxe professionnelle en 2010 se base sur une base de TP dite "théorique" et le taux de TP 2009 dans la limite du taux de TP 2008 +1%.

*** L'évolution 2009 à 2010 est calculée sur le périmètre de la compensation-relais et des 2 taxes foncières.

Fiscalité régionale

[Retour sommaire](#)

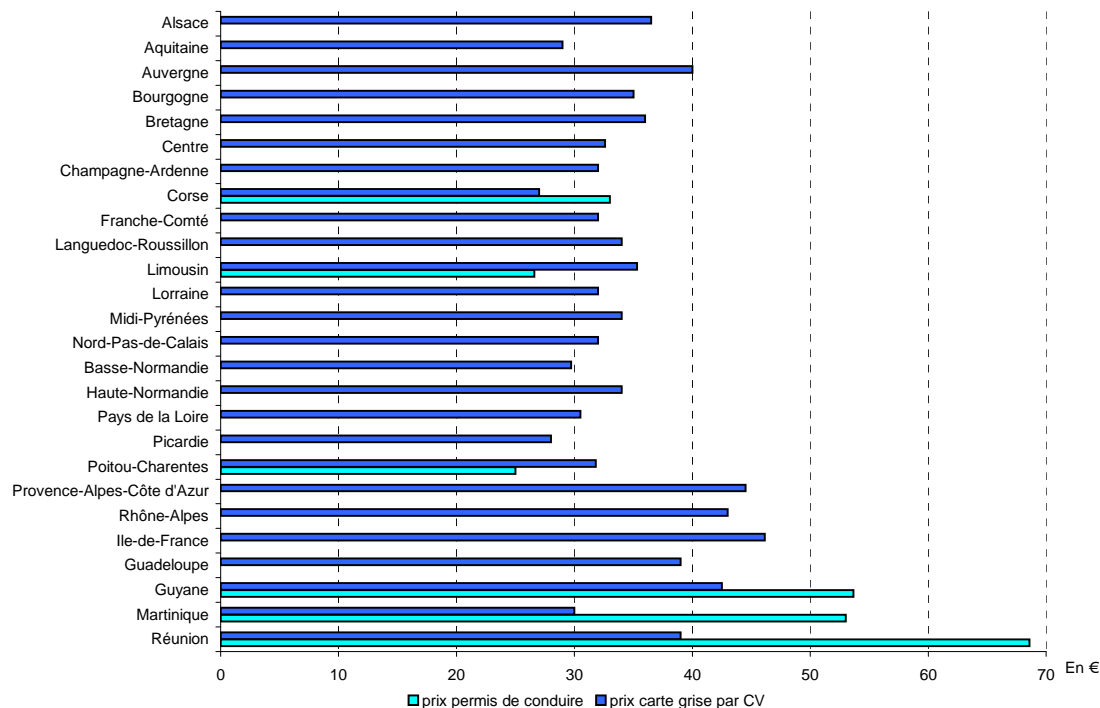
9 - Fiscalité indirecte : tarifs et évolution

en euros						
Régions	Tarif permis de conduire			Tarif carte grise *		
	2009	2010	2010/2009	2009	2010	2010/2009
Alsace	0,0	0,0	-	35,0	36,5	+4,3%
Aquitaine	52,0	0,0	-	29,0	29,0	+0,0%
Auvergne	0,0	0,0	-	40,0	40,0	+0,0%
Bourgogne	0,0	0,0	-	35,0	35,0	+0,0%
Bretagne	0,0	0,0	-	36,0	36,0	+0,0%
Centre	0,0	0,0	-	32,2	32,6	+1,2%
Champagne-Ardenne	0,0	0,0	-	32,0	32,0	+0,0%
Corse	33,0	33,0	+0,0%	27,0	27,0	+0,0%
Franche-Comté	0,0	0,0	-	32,0	32,0	+0,0%
Languedoc-Roussillon	0,0	0,0	-	34,0	34,0	+0,0%
Limousin	26,7	26,6	-0,3%	35,3	35,3	+0,0%
Lorraine	0,0	0,0	-	32,0	32,0	+0,0%
Midi-Pyrénées	0,0	0,0	-	34,0	34,0	+0,0%
Nord-Pas-de-Calais	0,0	0,0	-	32,0	32,0	+0,0%
Basse-Normandie	0,0	0,0	-	29,7	29,7	+0,0%
Haute-Normandie	0,0	0,0	-	34,0	34,0	+0,0%
Pays de la Loire	0,0	0,0	-	29,5	30,5	+3,4%
Picardie	0,0	0,0	-	28,0	28,0	+0,0%
Poitou-Charentes	25,0	25,0	+0,0%	31,8	31,8	+0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	0,0	-	44,5	44,5	+0,0%
Rhône-Alpes	0,0	0,0	-	43,0	43,0	+0,0%
Métropole sauf Ile-de-France	-	-	-	34,8	35,0	+0,6%
Ile-de-France	0,0	0,0	-	46,2	46,2	+0,0%
Métropole	-	-	-	36,5	36,6	+0,2%
Guadeloupe	0,0	0,0	-	39,0	39,0	+0,0%
Guyane	53,7	53,7	+0,0%	42,5	42,5	+0,0%
Martinique	53,0	53,0	+0,0%	30,0	30,0	+0,0%
Réunion	68,6	68,6	+0,0%	39,0	39,0	+0,0%
Outre-mer	-	-	-	37,2	37,5	+0,7%
France	-	-	-	36,6	36,6	+0,2%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

* : par cheval-vapeur

Répartition des tarifs de fiscalité indirecte



□ Fiscalité régionale

[Retour sommaire](#)

10 - Potentiel fiscal et composantes, pression fiscale globale en 2010

en euros par habitant en 2010

Régions	Potentiel fiscal total	dont :		Pression fiscale globale (1)	dont :	
		indirect	direct		indirecte	directe
Alsace	65,24	29,13	36,11	0,77	1,00	0,59
Aquitaine	64,15	29,91	34,24	0,86	0,79	0,93
Auvergne	60,01	27,83	32,18	1,25	1,09	1,39
Bourgogne	60,58	28,80	31,78	1,01	0,96	1,06
Bretagne	58,63	28,31	30,32	0,92	0,98	0,86
Centre	58,62	28,15	30,47	0,95	0,89	1,01
Champagne-Ardenne	60,13	31,14	28,99	0,96	0,87	1,05
Corse	75,15	40,08	35,07	0,53	0,74	0,30
Franche-Comté	62,44	31,59	30,85	1,01	0,87	1,14
Languedoc-Roussillon	68,44	32,89	35,55	1,18	0,93	1,41
Limousin	58,59	27,32	31,27	1,09	0,96	1,20
Lorraine	61,80	31,06	30,74	0,84	0,87	0,80
Midi-Pyrénées	63,67	30,56	33,12	1,16	0,93	1,38
Nord-Pas-de-Calais	53,05	28,25	24,80	0,99	0,87	1,12
Basse-Normandie	54,00	25,36	28,64	1,19	0,81	1,53
Haute-Normandie	65,52	34,78	30,74	1,10	0,93	1,29
Pays de la Loire	59,47	29,47	30,00	0,80	0,83	0,77
Picardie	69,80	42,49	27,31	0,95	0,76	1,24
Poitou-Charentes	62,38	33,12	29,26	0,92	0,87	0,97
Provence-Alpes-Côte d'Azur	73,50	30,62	42,88	0,91	1,22	0,69
Rhône-Alpes	72,53	31,51	41,02	0,86	1,17	0,62
Métropole sauf Ile-de-France	63,86	30,67	33,20	0,99	0,96	1,02
Ile-de-France	84,62	22,30	62,32	0,60	1,26	0,37
Métropole	67,72	29,11	38,60	0,99	1,00	0,99
Guadeloupe	42,36	18,45	23,91	1,10	1,07	1,13
Guyane	30,35	15,22	15,12	1,19	1,16	1,22
Martinique	42,14	16,93	25,21	1,00	0,82	1,12
Réunion	42,75	19,29	23,46	0,90	1,07	0,77
Outre-mer	41,07	18,10	22,96	1,04	1,02	1,06
France	66,97	28,80	38,16	1,00	1,00	1,00

Sources : DGIP, DGCL, Etats de notification 1253

Potentiel fiscal total : Total du potentiel fiscal direct et du potentiel fiscal indirect.

Le potentiel fiscal indirect est calculé sur les seuls impôts indirects communs à toutes les régions (le seul impôt indirect commun est la carte grise)

(1) Un rapport inférieur à 1 traduit le fait que la région exerce globalement des taux ou des tarifs inférieurs à la moyenne

Potentiel fiscal direct : Le potentiel fiscal direct d'une région est obtenu en multipliant les bases d'imposition des trois taxes directes estimées lors de la préparation des budgets, par les taux moyens nationaux. Ces taux moyens résultent du rapport entre le total des recettes attendues pour chaque taxe et le total des bases estimées pour cette taxe. Le potentiel fiscal direct est le produit qu'on obtiendrait pour une région, si on substituait les taux moyens d'imposition aux taux propres de la région. Ces calculs sont effectués à partir des données figurant dans les états de notification des taux d'imposition votés par les régions. En 2001, la part régionale de la taxe d'habitation a été supprimée. En 2010, la taxe professionnelle a été supprimée. Pour 2010, elle est remplacée par une compensation relais versée par l'Etat

Potentiel fiscal indirect : Le potentiel fiscal indirect d'une région est obtenu en multipliant les bases d'imposition de la taxe sur les cartes grises par le tarif moyen national d'imposition de cette taxe. Les bases d'imposition sont recalculées en faisant le rapport entre le produit voté et le tarif voté. Le tarif moyen national est obtenu en faisant le rapport entre le produit total attendu et les bases totales de la même taxe. Depuis 1998, la taxe sur les permis de conduire est exclue du calcul du fait du renoncement progressif des régions à cet impôt et depuis 1999, il convient aussi de supprimer de ce calcul la taxe additionnelle aux droits de mutation. Les taxes spécifiques à la Corse et aux régions d'outre-mer n'ont pas été prises en compte. Comme pour le potentiel fiscal direct, il est calculé à partir des données figurant dans les états de notification des taux d'imposition votés par les régions.

Pression fiscale globale : Recettes fiscales totales/potentiel fiscal total. Ce critère de pression fiscale constitue un indicateur synthétique des différents éléments constitutifs de la pression fiscale (tarifs et taux). Si le rapport est égal à 1 alors la région consent une pression fiscale identique à la moyenne des régions. Si il est inférieur à 1 alors la région a une pression fiscale inférieure à celle des autres régions. Si il est supérieur à 1 alors la région a une pression fiscale supérieure à celle des autres régions. Ainsi pour obtenir un montant d'impôts identiques, une région « pauvre » en bases doit consentir une pression fiscale supérieure à celle d'une région « riche » en bases.

■ Volume budgétaire

11 - Dotations et subventions reçues : niveau et structure

[Retour sommaire](#)

en millions d'euros					
Régions	Total 2010	Fonctionnement	Investissement	Structure	
				Fonct.	Invest.
Alsace	327,1	286,2	40,9	87,5%	12,5%
Aquitaine	481,5	406,8	74,7	84,5%	15,5%
Auvergne	265,8	220,5	45,3	83,0%	17,0%
Bourgogne	312,9	273,0	39,9	87,2%	12,8%
Bretagne	436,6	388,5	48,1	89,0%	11,0%
Centre	457,0	392,4	64,6	85,9%	14,1%
Champagne-Ardenne	261,2	228,1	33,2	87,3%	12,7%
Corse **	437,2	348,1	89,1	79,6%	20,4%
Franche-Comté	208,8	182,8	26,0	87,5%	12,5%
Languedoc-Roussillon	411,0	350,5	60,5	85,3%	14,7%
Limousin	190,3	168,5	21,8	88,5%	11,5%
Lorraine	417,6	349,6	68,0	83,7%	16,3%
Midi-Pyrénées	472,9	385,8	87,1	81,6%	18,4%
Nord-Pas-de-Calais	799,2	661,5	137,7	82,8%	17,2%
Basse-Normandie	233,1	202,7	30,5	86,9%	13,1%
Haute-Normandie	301,5	266,6	34,9	88,4%	11,6%
Pays de la Loire	523,6	459,0	64,6	87,7%	12,3%
Picardie	429,1	354,6	74,5	82,6%	17,4%
Poitou-Charentes	302,2	257,6	44,6	85,2%	14,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	752,7	651,5	101,2	86,6%	13,4%
Rhône-Alpes	931,0	834,7	96,3	89,7%	10,3%
Métropole sauf Ile-de-France	8 952,3	7 668,9	1 283,4	85,7%	14,3%
Ile-de-France	1 425,3	1 093,0	332,3	76,7%	23,3%
Métropole	10 377,6	8 761,9	1 615,7	84,4%	15,6%
Guadeloupe	144,4	97,1	47,2	67,3%	32,7%
Guyane	72,8	30,6	42,1	42,1%	57,9%
Martinique	121,5	65,5	56,0	53,9%	46,1%
Réunion	332,7	134,7	198,0	40,5%	59,5%
Outre-mer	671,3	328,0	343,3	48,9%	51,1%
France	11 048,9	9 089,9	1 959,0	82,3%	17,7%

source : Budgets primitifs 2010 ** statut particulier de la Corse

Le poste des dotations et subventions reçues en fonctionnement comprend les compensations fiscales.

139,7786095

en euros par habitant en 2010			
Régions	Total des dotations et subventions reçues		
	2010	dont :	
		Fonctionnement	Investissement
Alsace	175,9	153,9	22,0
Aquitaine	148,7	125,7	23,1
Auvergne	192,4	159,6	32,8
Bourgogne	185,6	161,9	23,7
Bretagne	135,6	120,7	14,9
Centre	175,9	151,1	24,9
Champagne-Ardenne	189,6	165,5	24,1
Corse **	1 435,8	1 143,2	292,6
Franche-Comté	174,7	152,9	21,8
Languedoc-Roussillon	157,1	134,0	23,1
Limousin	250,6	221,8	28,8
Lorraine	174,4	146,0	28,4
Midi-Pyrénées	163,6	133,5	30,1
Nord-Pas-de-Calais	195,3	161,7	33,7
Basse-Normandie	154,8	134,6	20,2
Haute-Normandie	162,3	143,5	18,8
Pays de la Loire	146,1	128,0	18,0
Picardie	220,3	182,0	38,3
Poitou-Charentes	168,4	143,6	24,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	152,2	131,7	20,5
Rhône-Alpes	149,8	134,3	15,5
Métropole sauf Ile-de-France	174,0	149,0	24,9
Ile-de-France	121,4	93,1	28,3
Métropole	164,2	138,6	25,6
Guadeloupe	354,5	238,6	115,9
Guyane	338,5	142,5	196,0
Martinique	300,9	162,3	138,6
Réunion	414,3	167,8	246,6
Outre-mer	367,1	179,4	187,7
France	169,9	139,8	30,1

source : Budgets primitifs 2010

** statut particulier de la Corse

■ Volume budgétaire

11bis - Principales dotations et subventions reçues de l'État en 2010

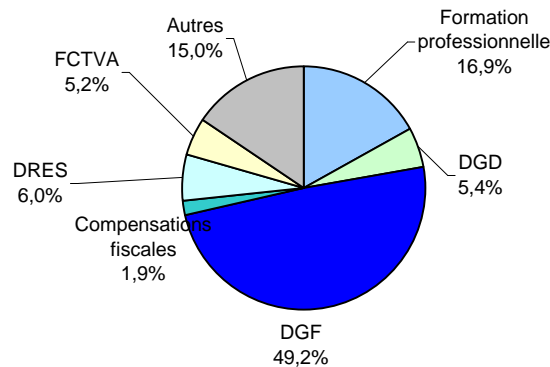
[Retour sommaire](#)

en millions d'euros		Principales dotations et subventions reçues de l'État					
Régions	en fonctionnement				en investissement		
	form. prof.	DGD	DGF	comp.fisc.	DRES	FCTVA	
Alsace	46,8	25,2	189,5	2,9	23,8	11,5	
Aquitaine	43,9	13,6	256,3	10,2	24,6	20,0	
Auvergne	50,0	9,7	144,1	9,2	11,1	14,0	
Bourgogne	59,9	17,6	172,1	8,0	15,2	9,3	
Bretagne	72,2	19,7	252,4	11,0	21,0	15,0	
Centre	95,1	18,5	243,3	18,9	22,8	21,4	
Champagne-Ardenne	51,4	29,4	131,6	5,2	18,0	4,1	
Corse	8,7	90,0	34,5	13,6	0,0	16,0	
Franche-Comté	44,3	10,1	117,0	3,2	16,2	8,5	
Languedoc-Roussillon	84,5	14,8	228,7	9,4	19,2	36,8	
Limousin	23,2	4,4	118,0	4,8	6,8	5,5	
Lorraine	61,9	26,7	218,0	5,1	23,0	11,2	
Midi-Pyrénées	83,5	12,7	251,9	11,1	20,7	28,0	
Nord-Pas-de-Calais	119,5	46,0	379,3	15,7	42,4	29,3	
Basse-Normandie	48,8	5,2	119,0	5,2	12,8	5,5	
Haute-Normandie	72,2	7,8	151,8	4,3	19,7	15,0	
Pays de la Loire	139,4	16,9	263,5	12,1	23,1	20,0	
Picardie	59,6	28,6	222,3	13,3	51,7	15,0	
Poitou-Charentes	55,4	5,5	142,0	10,4	15,9	11,8	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	134,5	26,2	409,5	17,3	31,5	43,9	
Rhône-Alpes	139,0	39,0	582,0	7,3	45,9	49,6	
Métropole sauf Ile-de-France	1 493,7	467,3	4 626,8	198,1	465,5	391,4	
Ile-de-France	301,3	8,5	735,2	13,8	86,1	103,0	
Métropole	1 795,0	475,8	5 362,0	211,9	551,5	494,4	
Guadeloupe	10,8	36,2	15,1	0,0	27,0	4,2	
Guyane	8,6	6,3	5,1	0,1	10,5	8,9	
Martinique	15,6	23,4	21,4	0,6	26,4	12,3	
Réunion	34,7	50,8	27,9	2,1	47,5	50,9	
Outre-mer	69,6	116,7	69,5	2,7	111,4	76,4	
France	1 864,6	592,5	5 431,5	214,6	662,9	570,8	

source : Budgets primitifs 2010

Principales dotations et subventions reçues

France



Formation professionnelle : dotation au titre de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (et formation qualifiante et préqualifiante des jeunes de moins de 26 ans).

DGF : dotation globale de fonctionnement créée en 2004 pour les régions. Elle regroupe 95% de la DGD et les compensations fiscales.

DGD : la dotation générale de décentralisation est transférée à 95% dans la DGF à partir de 2004. Le reliquat de DGD comporte notamment le supplément de dotation de l'État pour les péages des services régionaux ferroviaires de voyageurs.

DRES : dotation régionale pour les équipements scolaires (partie investissement).

FCTVA : fonds de compensation de la TVA

● Formation de l'épargne et financement de l'investissement

[Retour sommaire](#)

12 - Financement des opérations de fonctionnement et d'investissement en 2010

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

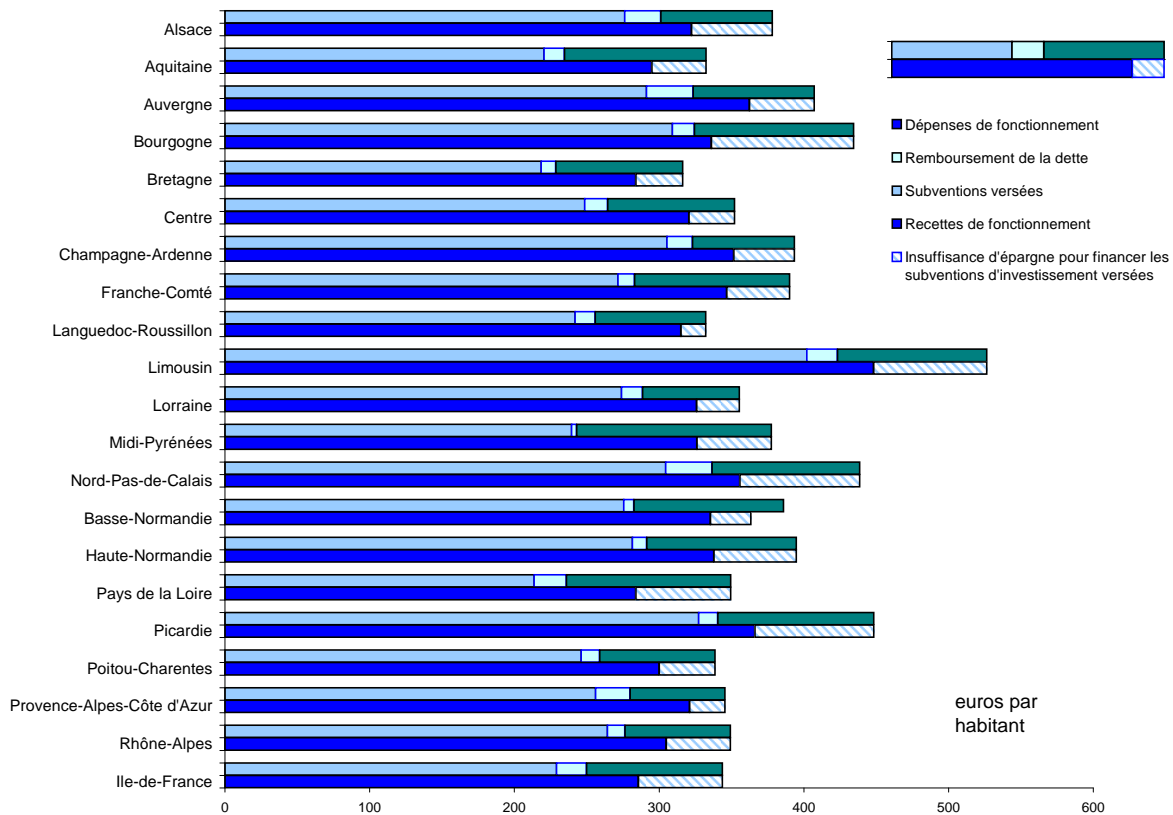
Régions	Dépenses de gestion (1)	Recettes de fonctionn. (2)	Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	Intérêts de dette (4)	Épargne brute (5)=(3)-(4)	Remboursemen de dette (6)	Épargne nette (7)=(5)-(6)	Subventions versées (8)	Épargne disponible (7)-(8)
Alsace	489,1	599,8	110,6	24,7	85,9	46,1	39,8	143,6	-103,8
Aquitaine	702,9	955,0	252,1	11,3	240,7	45,1	195,6	317,7	-122,1
Auvergne	382,5	500,7	118,2	20,0	98,3	44,7	53,6	115,7	-62,1
Bourgogne	507,6	566,8	59,2	13,5	45,7	25,8	19,9	185,7	-165,7
Bretagne	690,1	914,3	224,3	13,6	210,6	32,2	178,4	283,0	-104,5
Centre	627,8	833,0	205,2	18,1	187,1	41,3	145,8	228,0	-82,2
Champagne-Ardenne	411,7	484,4	72,7	9,2	63,5	24,3	39,2	97,4	-58,2
Corse	385,4	516,9	131,5	11,8	119,7	7,2	112,5	91,4	21,1
Franche-Comté	317,9	414,5	96,6	6,6	90,0	13,8	76,2	128,1	-51,9
Languedoc-Roussillon	615,5	824,6	209,1	17,3	191,8	36,8	155,0	199,9	-45,0
Limousin	295,4	340,4	45,0	9,9	35,1	16,1	19,0	78,6	-59,5
Lorraine	636,8	780,8	144,0	19,5	124,5	34,6	89,9	160,6	-70,8
Midi-Pyrénées	684,6	942,4	257,8	7,3	250,5	10,7	239,8	389,0	-149,3
Nord-Pas-de-Calais	1 190,8	1 455,5	264,7	55,4	209,3	130,5	78,8	418,3	-339,5
Basse-Normandie	404,9	505,0	100,1	9,8	90,3	10,9	79,4	155,6	-76,3
Haute-Normandie	511,6	627,8	116,2	11,5	104,7	18,4	86,2	192,2	-106,0
Pays de la Loire	729,2	1 018,0	288,8	37,0	251,8	80,0	171,8	407,4	-235,7
Picardie	621,6	713,3	91,7	15,8	75,9	26,0	49,9	210,3	-160,5
Poitou-Charentes	429,9	538,5	108,7	11,7	97,0	23,0	74,0	143,3	-69,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 196,3	1 587,4	391,1	70,5	320,6	117,7	202,9	325,3	-122,4
Rhône-Alpes	1 578,1	1 896,0	318,0	64,8	253,2	75,6	177,6	453,3	-275,7
Métropole sauf Ile-de-France	13 409,6	17 014,9	3 605,3	459,4	3 145,9	860,8	2 285,1	4 724,5	-2 439,4
Ile-de-France	2 559,7	3 354,2	794,5	129,4	665,1	245,1	420,0	1 103,6	-683,6
Métropole	15 969,4	20 369,1	4 399,7	588,7	3 811,0	1 105,9	2 705,1	5 828,1	-3 123,0
Guadeloupe	183,9	276,4	92,5	9,6	82,9	19,5	63,5	74,3	-10,8
Guyane	70,6	91,8	21,1	5,1	16,0	7,7	8,3	19,1	-10,8
Martinique	162,6	221,8	59,2	0,0	59,2	0,0	59,2	66,8	-7,6
Réunion	258,3	423,3	165,0	14,3	150,7	30,2	120,5	96,1	24,4
Outre-mer	675,4	1 013,2	337,8	29,0	308,8	57,3	251,5	256,3	-4,8
France	16 644,8	21 382,3	4 737,5	617,7	4 119,8	1 163,3	2 956,6	6 084,4	-3 127,9

source : Budgets primitifs 2010

Financement des opérations de fonctionnement et d'investissement

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



● Formation de l'épargne et financement de l'investissement

[Retour sommaire](#)

12bis - Épargne et financement de l'investissement en 2010

hors gestion active de la dette

en euros par habitant

Régions	Épargne brute	Taux d'autofinancement en %	Épargne nette	Subv. versées	Épargne disponible	Emprunts contractés
Alsace	46,2	14,3%	21,4	77,2	-55,8	73,5
Aquitaine	74,4	25,2%	60,4	98,1	-37,7	72,5
Auvergne	71,1	19,6%	38,8	83,8	-45,0	80,3
Bourgogne	27,1	8,1%	11,8	110,1	-98,3	108,1
Bretagne	65,4	23,0%	55,4	87,9	-32,5	58,0
Centre	72,0	22,5%	56,1	87,8	-31,7	34,1
Champagne-Ardenne	46,1	13,1%	28,4	70,7	-42,2	62,2
Corse	393,1	23,2%	369,4	300,1	69,4	119,8
Franche-Comté	75,3	21,7%	63,7	107,2	-43,4	60,4
Languedoc-Roussillon	73,3	23,3%	59,2	76,4	-17,2	85,6
Limousin	46,2	10,3%	25,0	103,5	-78,4	97,6
Lorraine	52,0	15,9%	37,5	67,1	-29,6	51,7
Midi-Pyrénées	86,7	26,6%	83,0	134,6	-51,7	73,3
Nord-Pas-de-Calais	51,2	14,4%	19,3	102,2	-83,0	109,5
Basse-Normandie	60,0	17,9%	52,7	103,4	-50,7	65,6
Haute-Normandie	56,3	16,7%	46,4	103,4	-57,0	127,0
Pays de la Loire	70,2	24,7%	47,9	113,6	-65,7	82,0
Picardie	38,9	10,6%	25,6	108,0	-82,4	99,5
Poitou-Charentes	54,1	18,0%	41,2	79,9	-38,7	50,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	64,8	20,2%	41,0	65,8	-24,8	52,2
Rhône-Alpes	40,7	13,4%	28,6	72,9	-44,4	72,0
Métropole sauf Ile-de-France	61,1	18,5%	44,4	91,8	-47,4	74,5
Ile-de-France	56,7	19,8%	35,8	94,0	-58,2	82,8
Métropole	60,3	18,7%	42,8	92,2	-49,4	76,0
Guadeloupe	203,7	30,0%	155,9	182,4	-26,5	61,4
Guyane	74,4	17,4%	38,6	89,0	-50,4	23,3
Martinique	146,6	26,7%	146,6	165,4	-18,7	148,6
Réunion	187,6	35,6%	150,1	119,7	30,4	0,0
Outre-mer	168,8	30,5%	137,5	140,1	-2,6	49,2
France	63,4	19,3%	45,5	93,6	-48,1	75,3

source : Budgets primitifs 2010

Taux d'épargne : part des recettes réelles de fonctionnement affectée aux dépenses d'investissement. Ce taux permet de mesurer l'effort de gestion des régions au bénéfice des réalisations d'équipement ou du désendettement.

◆ Endettement et marge de manœuvre

13 - Dette et annuité de la dette en 2010

[Retour sommaire](#)

hors gestion active de la dette
en millions d'euros

Régions	Dette		Annuité de la dette : hors gestion active de la dette			
	au 01/01/2010	2010/2009	intérêts	rembours	total	2010/2009
Alsace	642,3	+9,5%	24,7	46,1	70,8	-11,7%
Aquitaine	299,5	+8,4%	11,3	45,1	56,5	-3,0%
Auvergne	508,3	+12,0%	20,0	44,7	64,7	+2,5%
Bourgogne	346,6	+80,5%	13,5	25,8	39,3	+10,2%
Bretagne	368,3	-3,6%	13,6	32,2	45,8	-1,9%
Centre	544,4	+8,9%	18,1	41,3	59,4	+5,9%
Champagne-Ardenne	224,0	+6,7%	9,2	24,3	33,5	-26,5%
Corse	276,7	-16,8%	11,8	7,2	19,0	-1,9%
Franche-Comté	164,1	+14,9%	6,6	13,8	20,5	+9,4%
Languedoc-Roussillon	511,9	+5,9%	17,3	36,8	54,1	-11,1%
Limousin	228,4	+10,9%	9,9	16,1	26,0	-3,0%
Lorraine	480,5	-5,2%	19,5	34,6	54,1	+15,6%
Midi-Pyrénées	255,4	+32,5%	7,3	10,7	18,0	+5,9%
Nord-Pas-de-Calais	1 502,8	+4,5%	55,4	130,5	185,9	-6,3%
Basse-Normandie	232,6	+40,1%	9,8	10,9	20,7	+8,4%
Haute-Normandie	221,5	+61,8%	11,5	18,4	29,9	+22,8%
Pays de la Loire	899,3	+13,1%	37,0	80,0	117,0	+13,6%
Picardie	471,5	+73,0%	15,8	26,0	41,8	+13,9%
Poitou-Charentes	292,4	+0,4%	11,7	23,0	34,7	-13,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 246,5	+8,5%	70,5	117,7	188,1	+52,4%
Rhône-Alpes	1 404,7	+13,8%	64,8	75,6	140,4	+9,2%
Métropole sauf Ile-de-France	11 121,6	+11,8%	459,4	860,8	1 320,2	+5,7%
Ile-de-France	3 101,6	+14,3%	129,4	245,1	374,5	+5,7%
Métropole	14 223,2	+12,3%	588,7	1 105,9	1 694,7	+5,7%
Guadeloupe	220,4	+30,3%	9,6	19,5	29,0	-14,2%
Guyane	135,9	+50,7%	5,1	7,7	12,8	+39,7%
Martinique	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-
Réunion	470,9	-11,8%	14,3	30,2	44,4	+1,8%
Outre-mer	827,2	+4,3%	29,0	57,3	86,3	-0,4%
France	15 050,5	+11,8%	617,7	1 163,3	1 781,0	+5,4%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

hors gestion active de la dette
en euros par habitant en 2010

Régions	Dette au 01/01/2010	Annuité
Alsace	345,4	38,1
Aquitaine	92,5	17,4
Auvergne	367,9	46,8
Bourgogne	205,6	23,3
Bretagne	114,4	14,2
Centre	209,6	22,9
Champagne-Ardenne	162,6	24,3
Corse	908,7	62,5
Franche-Comté	137,3	17,1
Languedoc-Roussillon	195,7	20,7
Limousin	300,7	34,2
Lorraine	200,7	22,6
Midi-Pyrénées	88,4	6,2
Nord-Pas-de-Calais	367,3	45,4
Basse-Normandie	154,5	13,7
Haute-Normandie	119,2	16,1
Pays de la Loire	250,8	32,6
Picardie	242,1	21,5
Poitou-Charentes	163,0	19,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	252,1	38,0
Rhône-Alpes	226,0	22,6
Métropole sauf Ile-de-France	216,1	25,7
Ile-de-France	264,2	31,9
Métropole	225,0	26,8
Guadeloupe	541,2	71,3
Guyane	632,2	59,7
Martinique	0,0	0,0
Réunion	586,4	55,4
Outre-mer	452,3	47,2
France	231,4	27,4

source : Budgets primitifs 2010

◆ Endettement et marge de manœuvre 13bis - Taux d'endettement en 2010

[Retour sommaire](#)

hors gestion active de la dette

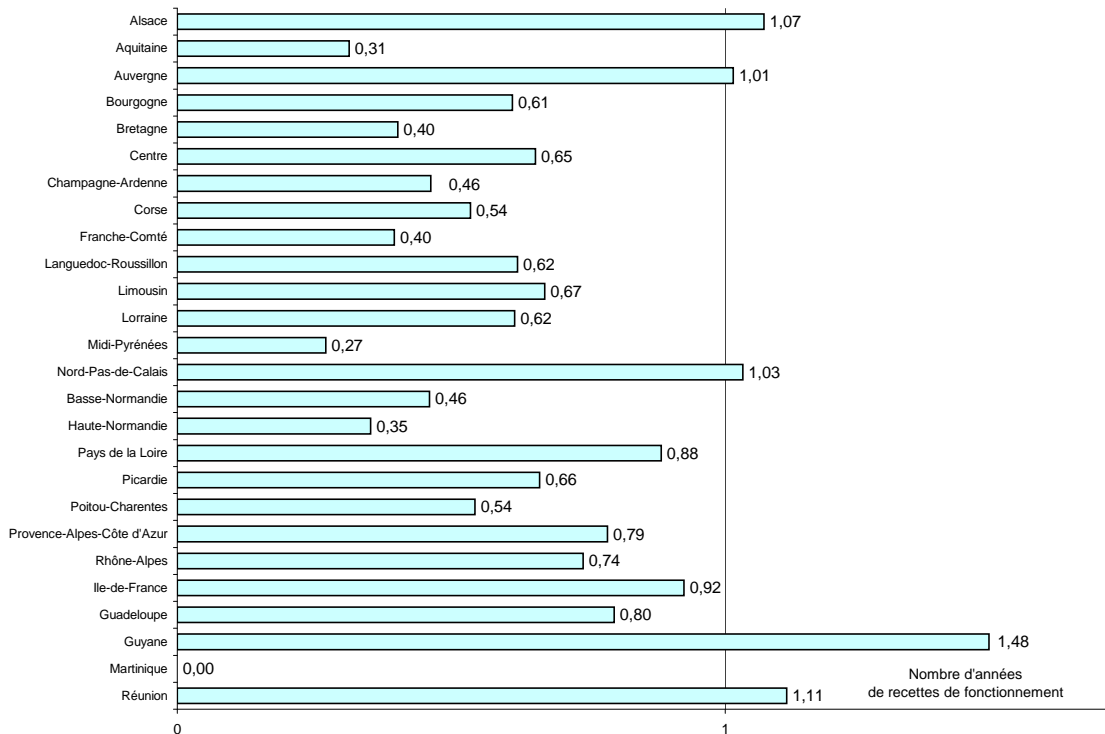
Régions	Dettes au 01/01/2010 /recettes de fonct.	Annuité de dette /recettes de fonct.	Dép. de fonct. et remb. de dette /recettes de fonct.	Emprunts en euros/hab.	Emprunts /équipement brut
Alsace	107,1%	11,8%	93,4%	73,5	193,3%
Aquitaine	31,4%	5,9%	79,5%	72,5	126,4%
Auvergne	101,5%	12,9%	89,3%	80,3	127,9%
Bourgogne	61,1%	6,9%	96,5%	108,1	328,2%
Bretagne	40,3%	5,0%	80,5%	58,0	158,5%
Centre	65,4%	7,1%	82,5%	34,1	113,0%
Champagne-Ardenne	46,2%	6,9%	91,9%	62,2	146,5%
Corse	53,5%	3,7%	78,2%	119,8	25,0%
Franche-Comté	39,6%	4,9%	81,6%	60,4	156,2%
Languedoc-Roussillon	62,1%	6,6%	81,2%	85,6	105,3%
Limousin	67,1%	7,6%	94,4%	97,6	200,6%
Lorraine	61,5%	6,9%	88,5%	51,7	111,8%
Midi-Pyrénées	27,1%	1,9%	74,6%	73,3	136,2%
Nord-Pas-de-Calais	103,2%	12,8%	94,6%	109,5	180,6%
Basse-Normandie	46,1%	4,1%	84,3%	65,6	188,3%
Haute-Normandie	35,3%	4,8%	86,3%	127,0	138,9%
Pays de la Loire	88,3%	11,5%	83,1%	82,0	228,9%
Picardie	66,1%	5,9%	93,0%	99,5	194,2%
Poitou-Charentes	54,3%	6,4%	86,3%	50,1	125,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	78,5%	11,9%	87,2%	52,2	110,1%
Rhône-Alpes	74,1%	7,4%	90,6%	72,0	162,0%
Métropole sauf Ile-de-France	65,4%	7,8%	86,6%	74,5	145,1%
Ile-de-France	92,5%	11,2%	87,5%	82,8	158,2%
Métropole	69,8%	8,3%	86,7%	76,0	147,6%
Guadeloupe	79,7%	10,5%	77,0%	61,4	24,0%
Guyane	148,2%	14,0%	91,0%	23,3	13,8%
Martinique	0,0%	0,0%	73,3%	148,6	55,2%
Réunion	111,2%	10,5%	71,5%	0,0	0,0%
Outre-mer	81,6%	8,5%	75,2%	49,2	19,3%
France	70,4%	8,3%	86,2%	75,3	131,5%

source : Budgets primitifs 2010

Dettes / recettes réelles de fonctionnement

(Nombre d'année de recettes de fonctionnement nécessaires pour rembourser l'encours de dette)

hors gestion active de la dette



* Présentation fonctionnelle

[Retour sommaire](#)

14 - Montants des dépenses totales par grand domaine (groupes fonctionnels)

en millions d'euros

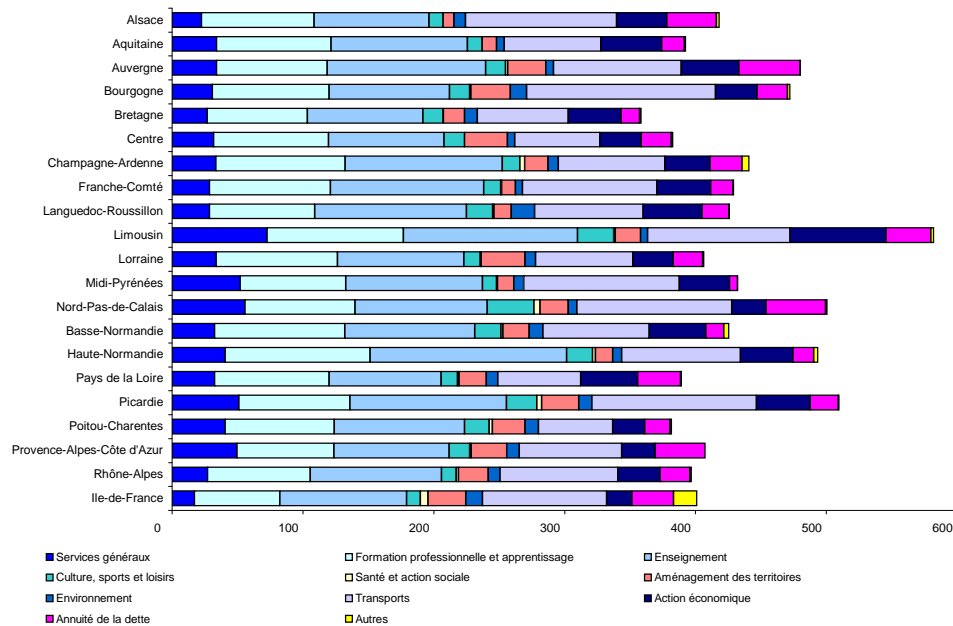
Régions	Services généraux	Formation profess. et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Environnement	Transports	Action économique	Annuité de la dette	Autres	Dépenses totales
Alsace	41,8	160,0	163,6	19,6	0,3	15,5	16,1	215,1	71,1	70,8	4,1	778,0
Aquitaine	110,3	283,3	337,3	36,2	0,4	35,6	18,6	239,5	150,3	56,5	3,2	1 271,2
Auvergne	47,1	117,0	167,1	21,1	2,2	40,2	8,1	135,0	60,8	64,7	0,5	663,7
Bourgogne	52,1	150,2	155,1	26,0	1,6	50,7	20,9	243,6	53,3	39,3	3,5	796,4
Bretagne	86,5	246,2	284,8	49,4	1,0	52,2	31,3	223,3	130,0	45,8	4,2	1 154,7
Centre	82,3	228,7	229,0	41,0	0,0	85,0	14,7	169,1	81,9	59,4	3,6	994,8
Champagne-Ardenne	46,3	136,0	165,6	18,4	5,1	24,9	10,5	112,4	47,6	33,5	7,4	607,6
Corse	72,0	25,3	49,4	33,0	0,8	23,2	40,1	321,6	56,8	19,0	0,4	641,7
Franche-Comté	34,2	110,5	139,9	15,5	0,9	12,8	6,3	122,9	49,0	20,5	0,7	513,2
Languedoc-Roussillon	75,0	210,5	303,3	52,1	2,6	34,9	46,8	216,9	117,3	54,1	1,0	1 114,6
Limousin	55,2	79,1	101,1	21,0	0,8	14,7	4,1	82,7	55,7	26,0	1,7	442,1
Lorraine	80,9	222,0	231,4	29,8	1,4	80,7	18,9	178,4	73,5	54,1	2,2	973,5
Midi-Pyrénées	150,5	233,5	301,8	30,8	2,4	35,7	21,8	343,5	111,1	18,0	0,8	1 250,0
Nord-Pas-de-Calais	228,0	344,2	413,9	145,6	19,1	88,4	26,8	484,6	107,2	185,9	4,4	2 048,0
Basse-Normandie	49,1	149,9	149,4	30,2	2,1	30,1	16,1	122,0	65,2	20,7	5,9	640,8
Haute-Normandie	75,3	206,0	279,0	37,0	4,1	24,5	12,7	168,2	74,5	29,9	5,8	917,1
Pays de la Loire	116,3	314,5	306,7	44,6	4,0	74,7	32,2	226,6	156,6	117,0	2,3	1 395,5
Picardie	99,4	165,6	232,7	45,7	7,1	54,9	19,9	244,7	80,0	41,8	1,4	993,2
Poitou-Charentes	73,0	149,5	178,7	33,5	4,5	44,8	18,5	101,6	43,8	34,7	2,3	685,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	245,1	366,8	435,8	76,6	6,9	133,6	47,4	387,0	127,2	188,1	-	1 952,5
Rhône-Alpes	169,5	487,2	623,0	70,7	10,9	141,2	55,4	560,4	200,5	140,4	8,0	2 467,3
Métropole sauf Ile-de-France	1 990,0	4 385,9	5 248,8	878,1	78,2	1 098,2	487,2	4 899,2	1 913,4	1 320,2	1,5	22 300,7
Ile-de-France	200,7	766,5	1 138,8	121,5	69,1	340,2	150,0	1 111,9	227,4	374,5	209,7	4 710,1
Métropole	2 190,7	5 152,4	6 387,6	999,5	147,4	1 438,5	637,2	6 011,1	2 140,7	1 694,7	211,2	27 010,9
Guadeloupe	99,9	64,9	75,1	18,2	5,5	23,9	17,2	70,9	60,2	29,0	-	394,6
Guyane	30,0	17,0	36,8	6,4	0,7	8,1	1,4	17,0	11,7	12,8	-	138,9
Martinique	48,2	52,1	47,9	12,6	6,1	20,7	6,7	87,3	58,8	0,0	0,7	338,0
Réunion	54,9	111,8	111,4	35,0	0,0	13,2	20,9	190,1	38,5	44,4	0,9	621,2
Outre-mer	233,0	245,7	271,2	72,2	12,4	65,8	46,3	365,3	166,2	86,3	-	1 492,7
France	2 423,7	5 398,1	6 658,8	1 071,7	159,7	1 504,3	683,5	6 376,3	2 306,9	1 781,0	139,7	28 503,6

source : Budgets primitifs 2010

Répartition des dépenses affectées aux domaines de compétences

Dépenses totales hors gestion active de la dette en euros par habitant en 2009 par groupe fonctionnel

Métropole hors Corse



* Présentation fonctionnelle

[Retour sommaire](#)

14bis - Montants des dépenses de fonctionnement par grand domaine (groupes fonctionnels)

en millions d'euros

Régions	Services généraux	Formation profess. et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Environnement	Transports	Action économique	Intérêts de la dette	Dépenses totales fonctionnement
Alsace	40,2	158,3	86,1	14,2	0,0	3,0	5,2	144,3	33,9	24,7	513,8
Aquitaine	75,9	262,1	157,8	25,7	0,4	7,8	4,5	128,2	37,3	11,3	714,2
Auvergne	33,7	115,4	87,4	11,5	2,0	14,8	5,0	92,2	20,0	20,0	402,5
Bourgogne	41,6	147,6	96,9	17,4	1,1	8,7	8,3	156,2	26,2	13,5	521,1
Bretagne	75,7	238,4	156,8	29,3	1,0	11,6	11,7	87,4	75,0	13,6	703,7
Centre	65,0	219,1	133,8	28,0	0,0	7,8	7,9	128,6	34,0	18,1	645,9
Champagne-Ardenne	34,8	131,6	91,5	14,0	1,9	4,9	5,2	95,9	24,5	9,2	420,9
Corse	64,6	23,8	15,2	15,7	0,3	0,7	20,9	221,2	22,5	11,8	397,2
Franche-Comté	32,0	106,7	74,8	9,9	0,4	1,4	2,4	64,9	24,7	6,6	324,5
Languedoc-Roussillon	65,5	202,2	117,6	34,4	2,1	7,7	9,7	125,3	50,3	17,3	632,8
Limousin	43,2	76,4	64,4	10,9	0,5	4,6	1,5	61,2	31,0	9,9	305,3
Lorraine	57,0	191,3	155,8	21,2	0,6	7,7	6,9	162,2	31,8	19,5	656,3
Midi-Pyrénées	88,3	221,7	149,6	20,3	0,6	12,6	7,9	142,1	40,7	7,3	691,9
Nord-Pas-de-Calais	184,5	330,5	248,5	55,3	6,3	27,3	13,3	267,3	51,9	55,4	1 246,2
Basse-Normandie	39,3	144,2	86,3	23,2	0,2	5,8	5,5	62,9	31,3	9,8	414,7
Haute-Normandie	51,7	197,5	127,8	22,8	0,5	2,0	4,6	73,1	25,9	11,5	523,1
Pays de la Loire	81,1	295,3	163,1	28,8	1,3	1,2	5,7	114,8	35,7	37,0	766,2
Picardie	82,5	149,0	125,9	39,4	5,1	9,9	9,1	164,6	34,7	15,8	637,4
Poitou-Charentes	59,3	138,5	99,2	25,6	3,5	18,2	10,2	51,9	21,2	11,7	441,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	235,3	360,0	227,6	60,1	5,2	32,2	18,4	265,7	62,3	70,5	1 266,7
Rhône-Alpes	123,3	467,8	337,3	50,6	5,9	42,9	24,6	416,0	101,7	64,8	1 642,9
Métropole sauf Ile-de-France	1 574,5	4 177,0	2 803,2	558,4	38,7	232,9	188,5	3 026,0	816,6	459,4	13 869,0
Ile-de-France	186,6	721,4	497,2	61,9	11,6	36,4	27,5	711,2	134,3	129,4	2 689,1
Métropole	1 761,2	4 898,4	3 300,5	620,2	50,3	269,3	216,0	3 737,2	950,9	588,7	16 558,1
Guadeloupe	74,9	47,3	31,6	8,7	0,9	2,4	5,0	19,6	29,9	9,6	193,5
Guyane	25,9	12,9	16,8	5,4	0,7	0,6	0,8	4,4	3,0	5,1	75,8
Martinique	32,8	48,0	26,5	8,7	3,5	1,5	2,4	14,6	23,9	0,0	162,6
Réunion	47,6	93,2	50,2	20,0	0,0	2,2	6,0	11,8	26,3	14,3	272,6
Outre-mer	181,2	201,5	125,1	42,9	5,1	6,8	14,2	50,4	83,2	29,0	704,4
France	1 942,4	5 099,9	3 425,5	663,1	55,4	276,1	230,1	3 787,5	1 034,1	617,7	17 262,5

source : Budgets primitifs 2010

* Présentation fonctionnelle

14bis - Montants des dépenses d'investissement par grand domaine (groupes fonctionnels)

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

Régions	Services généraux	Formation profess. et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Environnement	Transports	Action économique	Remb. de la dette	Dépenses totales investissement
Alsace	1,7	1,8	77,6	5,4	0,3	12,4	10,9	70,8	37,3	46,1	264,2
Aquitaine	34,4	21,3	179,5	10,5	0,0	27,7	14,1	111,3	113,0	45,1	557,0
Auvergne	13,4	1,6	79,6	9,6	0,2	25,4	3,1	42,8	40,8	44,7	261,2
Bourgogne	10,5	2,6	58,2	8,6	0,5	42,0	12,6	87,4	27,2	25,8	275,3
Bretagne	10,9	7,8	128,0	20,0	0,0	40,6	19,6	135,9	55,0	32,2	451,0
Centre	17,3	9,6	95,3	13,0	0,0	77,2	6,9	40,5	47,8	41,3	348,9
Champagne-Ardenne	11,5	4,4	74,1	4,4	3,2	20,0	5,3	16,5	23,0	24,3	186,6
Corse	7,3	1,5	34,3	17,3	0,5	22,5	19,2	100,4	34,3	7,2	244,5
Franche-Comté	2,3	3,8	65,1	5,6	0,5	11,4	3,9	58,0	24,3	13,8	188,6
Languedoc-Roussillon	9,5	8,3	185,8	17,7	0,5	27,3	37,1	91,6	67,0	36,8	481,8
Limousin	12,0	2,7	36,7	10,1	0,3	10,1	2,6	21,5	24,7	16,1	136,9
Lorraine	23,9	30,7	75,7	8,6	0,9	73,0	11,9	16,2	41,7	34,6	317,2
Midi-Pyrénées	62,2	11,9	152,2	10,4	1,8	23,2	13,9	201,5	70,4	10,7	558,1
Nord-Pas-de-Calais	43,5	13,7	165,4	90,3	12,8	61,0	13,5	217,2	55,3	130,5	801,8
Basse-Normandie	9,8	5,8	63,1	7,1	1,9	24,4	10,5	59,2	33,9	10,9	226,1
Haute-Normandie	23,6	8,5	151,2	14,3	3,6	22,6	8,1	95,1	48,6	18,4	394,0
Pays de la Loire	35,2	19,2	143,6	15,9	2,8	73,5	26,5	111,8	120,9	80,0	629,3
Picardie	17,0	16,5	106,8	6,3	2,0	44,9	10,8	80,1	45,3	26,0	355,8
Poitou-Charentes	13,8	11,0	79,5	7,9	1,1	26,6	8,3	49,7	22,6	23,0	243,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,8	6,9	208,2	16,6	1,7	101,3	29,1	121,3	64,9	117,7	685,8
Rhône-Alpes	46,2	19,4	285,7	20,2	5,0	98,3	30,8	144,4	98,8	75,6	824,4
Métropole sauf Ile-de-France	415,5	208,9	2 445,5	319,7	39,5	865,4	298,7	1 873,2	1 096,7	860,8	8 431,7
Ile-de-France	14,1	45,1	641,6	59,6	57,5	303,8	122,5	400,7	93,1	245,1	2 021,0
Métropole	429,5	254,0	3 087,1	379,3	97,1	1 169,1	421,2	2 273,9	1 189,8	1 105,9	10 452,8
Guadeloupe	25,0	17,6	43,5	9,5	4,6	21,4	12,2	51,3	30,3	19,5	201,1
Guyane	4,1	4,0	20,0	0,9	0,0	7,4	0,6	12,6	8,7	7,7	63,1
Martinique	15,4	4,1	21,4	3,9	2,6	19,2	4,3	72,8	31,9	0,0	175,4
Réunion	7,3	18,6	61,2	15,0	0,0	11,0	14,9	178,3	12,2	30,2	348,6
Outre-mer	51,8	44,2	146,1	29,3	7,3	59,1	32,1	314,9	83,0	57,3	788,3
France	481,3	298,2	3 233,2	408,6	104,3	1 228,2	453,3	2 588,8	1 272,8	1 163,3	11 241,1

source : Budgets primitifs 2010

* Présentation fonctionnelle

[Retour sommaire](#)

14ter - Montants des dépenses totales hors gestion active de la dette par domaine

en euros par habitant en 2009

Régions	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage			Enseignement			Culture, sports et loisirs			
		Total	Formation profess.	Apprentissage	Total	Lycées publics	Lycées privés	Enseignement supérieur	Total	Culture	Sports Loisirs
Alsace	22,5	86,0	33,6	34,2	88,0	75,4	4,8	4,0	10,5	8,2	2,3
Aquitaine	34,1	87,5	36,0	36,5	104,2	77,6	7,1	8,6	11,2	8,6	2,6
Auvergne	34,1	84,7	35,8	31,3	120,9	92,6	7,1	3,4	15,2	9,0	6,2
Bourgogne	30,9	89,1	41,5	31,1	92,0	71,4	7,3	11,3	15,4	10,2	5,2
Bretagne	26,9	76,5	32,0	27,6	88,5	67,4	15,6	2,6	15,3	13,3	2,0
Centre	31,7	88,0	31,1	40,9	88,2	74,1	5,3	4,1	15,8	13,0	2,8
Champagne-Ardenne	33,6	98,7	47,6	35,0	120,2	98,3	6,5	10,0	13,3	10,3	2,9
Corse	236,3	83,2	49,8	23,4	162,3	35,3	2,6	76,3	108,5	75,1	33,4
Franche-Comté	28,6	92,4	33,7	40,8	117,0	58,5	5,4	7,3	13,0	10,4	2,7
Languedoc-Roussillon	28,7	80,4	41,7	25,9	116,0	104,8	4,8	4,3	19,9	14,4	5,4
Limousin	72,7	104,1	57,7	29,7	133,1	106,1	2,0	16,5	27,7	17,2	10,5
Lorraine	33,8	92,7	36,9	37,6	96,6	76,6	3,5	9,3	12,5	8,0	4,5
Midi-Pyrénées	52,1	80,8	34,3	27,9	104,4	86,7	5,2	8,6	10,6	7,0	3,4
Nord-Pas-de-Calais	55,7	84,1	42,5	27,1	101,2	83,3	9,9	3,1	35,6	24,2	11,4
Basse-Normandie	32,6	99,6	45,0	37,5	99,3	81,5	6,7	6,8	20,1	14,6	5,2
Haute-Normandie	40,5	110,9	44,0	43,4	150,2	126,6	8,1	4,3	19,9	11,7	8,2
Pays de la Loire	32,4	87,7	33,1	40,2	85,6	58,7	18,2	5,5	12,5	9,7	2,8
Picardie	51,0	85,0	31,2	35,3	119,5	92,8	5,2	11,6	23,4	9,9	13,4
Poitou-Charentes	40,7	83,3	24,3	43,6	99,6	83,9	4,5	4,8	18,7	15,5	3,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	49,6	74,2	51,0	23,0	88,1	78,7	6,2	3,0	15,5	10,2	3,3
Rhône-Alpes	27,3	78,4	31,4	29,5	100,2	53,3	5,7	7,1	11,4	7,5	3,9
Métropole sauf Ile-de-France	38,7	85,2	37,6	32,5	102,0	78,0	7,5	6,5	17,1	11,9	5,0
Ile-de-France	17,1	65,3	22,6	28,0	97,0	79,3	4,9	6,6	10,3	7,2	1,7
Métropole	34,7	81,5	34,8	31,7	101,1	78,3	7,0	6,5	15,8	11,0	4,4
Guadeloupe	245,3	159,4	95,9	39,0	184,5	130,9	5,2	36,9	44,7	21,4	22,6
Guyane	139,6	78,8	21,4	23,8	170,9	158,8	1,2	3,4	29,6	22,3	7,1
Martinique	119,4	128,9	101,9	18,6	118,6	105,5	3,7	5,9	31,2	17,4	13,7
Réunion	68,4	139,2	52,1	27,0	138,7	116,0	0,9	16,0	43,6	30,5	13,1
Outre-mer	127,4	134,3	69,2	27,4	148,3	122,0	2,5	16,9	39,5	24,6	14,7
France	37,3	83,0	35,8	31,6	102,4	79,5	6,9	6,8	16,5	11,4	4,7

source : Budgets primitifs 2010

* Présentation fonctionnelle

14ter - Montants des dépenses totales hors gestion active de la dette par domaine

hors gestion active de la dette

en euros par habitant en 2009

Régions	Aménagement des territoires					Environnement					
	Total	Politique de la ville	Agglomérations et villes	Espace rural	Habitats Logements	Total	Actions en matière de déchets	Politique de l'air	Politique de l'eau	Politique de l'énergie	Patrimoine naturel
Alsace	8,3	1,4	1,9	2,5	2,0	8,7	0,4	0,2	0,6	5,5	1,0
Aquitaine	11,0	2,4	0,0	3,6	0,0	5,7	0,0	0,1	0,8	2,3	1,4
Auvergne	29,1	0,0	0,0	10,1	3,0	5,8	0,0	0,0	0,7	2,0	2,7
Bourgogne	30,1	5,5	3,9	5,0	7,1	12,4	0,2	0,0	0,9	5,1	1,9
Bretagne	16,2	0,0	0,0	10,9	4,2	9,7	0,2	0,2	3,6	2,0	1,1
Centre	32,7	0,2	8,4	10,8	8,5	5,7	0,1	0,1	0,6	2,0	1,4
Champagne-Ardenne	18,0	2,4	3,6	8,7	0,7	7,6	0,1	0,1	2,0	2,2	1,6
Corse	76,3	0,7	29,2	29,9	7,4	131,7	0,0	0,0	48,7	18,7	0,0
Franche-Comté	10,7	1,3	6,3	1,5	0,4	5,3	0,1	0,1	0,7	3,2	0,5
Languedoc-Roussillon	13,4	0,1	2,2	2,4	3,5	17,9	0,0	0,0	6,6	6,8	2,5
Limousin	19,4	0,0	3,0	10,6	4,8	5,4	0,0	0,0	1,1	2,6	0,7
Lorraine	33,7	1,3	1,5	26,6	0,0	7,9	0,3	0,0	0,0	3,6	1,1
Midi-Pyrénées	12,4	0,9	2,8	4,4	0,3	7,5	0,3	0,0	1,7	2,0	0,3
Nord-Pas-de-Calais	21,6	9,4	0,1	9,6	0,0	6,6	0,1	0,0	0,0	1,1	1,4
Basse-Normandie	20,0	3,7	1,5	7,5	0,5	10,7	0,0	0,1	1,7	4,1	4,1
Haute-Normandie	13,2	5,6	2,7	2,2	1,9	6,8	0,0	0,6	1,1	2,1	1,0
Pays de la Loire	20,8	0,0	2,9	9,9	7,9	9,0	0,0	0,0	1,8	3,8	3,4
Picardie	28,2	0,0	6,2	11,4	6,0	10,2	1,1	0,3	0,4	6,2	0,5
Poitou-Charentes	25,0	0,0	5,7	10,6	0,6	10,3	0,0	0,0	1,1	0,0	2,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27,0	3,2	0,7	5,4	1,9	9,6	0,9	0,0	2,1	3,7	1,8
Rhône-Alpes	22,7	4,2	0,0	9,2	4,9	8,9	0,1	0,0	1,4	3,9	0,8
Métropole sauf Ile-de-France	21,3	2,5	2,3	8,4	3,1	9,5	0,2	0,1	1,8	3,3	1,6
Ile-de-France	29,0	2,9	6,0	0,9	15,4	12,8	0,3	0,2	4,0	1,7	3,3
Métropole*	22,8	2,6	2,9	7,0	5,3	10,1	0,2	0,1	2,2	3,0	1,9
Guadeloupe	58,6	10,4	12,7	5,9	23,3	42,3	5,7	0,0	6,0	4,9	1,7
Guyane	37,5	0,7	0,0	9,0	8,5	6,7	0,1	0,1	0,8	0,9	0,3
Martinique	51,2	0,6	20,5	2,4	12,9	16,6	3,1	0,0	1,2	3,3	3,4
Réunion	16,4	0,0	1,4	1,0	0,9	26,1	0,5	0,0	1,9	18,0	0,2
Outre-mer	36,0	2,5	7,9	3,4	9,4	25,3	2,2	0,0	2,5	9,8	1,2
France	23,1	2,6	3,1	6,9	5,5	10,5	0,3	0,1	2,2	3,2	1,9

source : Budgets primitifs 2010

* Présentation fonctionnelle

[Retour sommaire](#)

14quater - Montants des dépenses totales hors gestion active de la dette par domaine

en euros par habitant en 2009

Régions	Total	Transports						
		Ferroviaires de voyageurs	Gares et infrastructures	Autres transport en commun	Voie départementale	Voie nationale	Transports fluviaux	Infrastructures portuaires et aéroportuaires
Alsace	115,7	77,5	33,1	0,0	0,0	3,4	0,0	0,4
Aquitaine	74,0	51,5	2,2	0,8	1,9	0,7	0,0	3,0
Auvergne	97,7	68,5	19,9	0,5	5,0	2,2	0,0	0,0
Bourgogne	144,5	112,4	18,0	2,6	1,2	1,3	7,5	0,0
Bretagne	69,4	32,5	19,2	0,0	3,3	3,1	0,1	10,1
Centre	65,1	49,8	9,6	0,0	2,8	2,9	0,0	0,0
Champagne-Ardenne	81,6	68,7	3,6	0,0	0,4	6,2	0,7	0,4
Corse	1 056,0	78,1	84,6	0,0	1,6	240,4	0,0	34,2
Franche-Comté	102,8	58,1	30,3	1,8	0,0	11,2	0,0	0,1
Languedoc-Roussillon	82,9	46,0	6,9	4,3	6,9	2,1	2,4	12,7
Limousin	108,9	89,1	1,2	0,0	4,6	7,9	0,0	0,1
Lorraine	74,5	68,3	2,5	0,0	0,0	2,4	0,7	0,6
Midi-Pyrénées	118,9	56,8	32,8	3,1	1,7	23,2	0,0	0,0
Nord-Pas-de-Calais	118,4	69,3	11,2	14,1	0,0	2,4	1,6	9,6
Basse-Normandie	81,0	40,9	26,7	0,0	0,8	6,2	0,0	5,9
Haute-Normandie	90,6	57,9	5,2	1,6	6,4	3,8	1,1	7,8
Pays de la Loire	63,2	46,0	11,4	0,0	0,0	2,2	0,0	0,5
Picardie	125,6	108,5	6,8	1,8	6,3	1,2	0,0	0,7
Poitou-Charentes	56,6	31,8	8,0	0,0	0,0	14,0	0,0	0,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	78,3	49,9	5,7	4,3	3,0	4,9	0,0	2,3
Rhône-Alpes	90,2	71,5	13,3	0,0	2,2	1,5	0,0	0,7
Métropole sauf Ile-de-France	95,2	60,4	13,1	2,3	2,2	5,9	0,6	3,3
Ile-de-France	94,7	15,3	2,3	5,5	1,5	3,4	0,6	0,0
Métropole*	95,1	52,0	11,1	2,9	2,1	5,5	0,6	2,7
Guadeloupe	174,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guyane	79,0	0,0	0,0	0,8	5,8	44,3	0,4	8,8
Martinique	216,3	0,0	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Réunion	236,8	59,7	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0
Outre-mer	199,7	26,2	0,0	1,8	0,7	6,3	0,0	1,0
France	98,1	51,3	10,8	2,8	2,1	5,5	0,6	2,6

source : Budgets primitifs 2010

* Présentation fonctionnelle

14quater - Montants des dépenses totales hors gestion active de la dette par domaine

hors gestion active de la dette

en euros par habitant en 2009

Régions	Total	Action économique				Santé et action sociale
		Recherche et innovation	Agriculture, pêche	Industrie, artisanat, commerce	Tourisme et thermalisme	
Alsace	38,2	13,2	3,3	11,5	6,8	0,1
Aquitaine	46,4	16,1	12,5	13,5	4,3	0,1
Auvergne	44,0	6,1	7,4	18,7	10,4	1,6
Bourgogne	31,6	6,0	4,8	1,2	3,5	1,0
Bretagne	40,4	14,2	8,7	0,0	5,7	0,3
Centre	31,5	9,9	2,4	4,9	4,3	0,0
Champagne-Ardenne	34,5	10,0	6,4	0,0	5,4	3,7
Corse	186,6	27,4	64,8	41,5	33,0	2,5
Franche-Comté	41,0	5,6	4,4	0,0	6,2	0,7
Languedoc-Roussillon	44,8	9,1	14,6	14,8	5,8	1,0
Limousin	73,3	0,4	11,6	23,7	8,6	1,1
Lorraine	30,7	6,0	4,3	11,6	5,3	0,6
Midi-Pyrénées	38,4	9,2	8,4	12,5	7,4	0,8
Nord-Pas-de-Calais	26,2	7,0	2,3	14,8	1,5	4,7
Basse-Normandie	43,3	11,2	10,5	17,7	3,7	1,4
Haute-Normandie	40,1	9,5	2,9	11,0	3,4	2,2
Pays de la Loire	43,7	15,6	6,7	16,8	3,7	1,1
Picardie	41,1	10,1	6,9	0,2	4,4	3,7
Poitou-Charentes	24,4	6,9	6,4	1,5	3,4	2,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25,7	5,6	8,3	1,4	2,4	1,4
Rhône-Alpes	32,3	9,9	4,3	2,4	4,4	1,8
Métropole sauf Ile-de-France	37,2	9,7	7,0	8,4	4,7	1,5
Ile-de-France	19,4	7,5	0,7	1,3	2,4	5,9
Métropole*	33,9	9,3	5,9	7,1	4,3	2,3
Guadeloupe	147,9	6,6	35,4	19,8	22,8	13,5
Guyane	54,3	12,0	10,1	16,4	8,2	3,3
Martinique	138,2	4,7	27,6	54,6	43,8	15,1
Réunion	47,9	2,0	3,2	4,1	18,5	0,0
Outre-mer	90,9	4,8	16,6	20,2	23,8	6,8
France	35,5	9,2	6,2	7,4	4,8	2,5

source : Budgets primitifs 2010

* Incidence de la décentralisation

[Retour sommaire](#)

15 - Parts du budget régional consacrées aux lycées, à la formation professionnelle et aux transports ferroviaires dans les dépenses en 2010

en millions d'euros

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires
Alsace	149,0	160,0	144,2	75,6	158,3	142,2	73,4	1,8	2,0
Aquitaine	274,1	283,3	166,8	140,8	262,1	123,7	133,3	21,3	43,1
Auvergne	137,7	117,0	94,7	80,7	115,4	89,7	57,0	1,6	5,0
Bourgogne	132,5	150,2	189,4	90,0	147,6	151,3	42,6	2,6	38,1
Bretagne	267,3	246,2	104,5	146,5	238,4	82,1	120,8	7,8	22,4
Centre	206,3	228,7	129,3	122,0	219,1	127,4	84,3	9,6	1,9
Champagne-Ardenne	144,5	136,0	94,7	80,9	131,6	94,7	63,6	4,4	0,0
Corse	11,5	25,3	23,8	4,2	23,8	19,3	7,3	1,5	4,5
Franche-Comté	76,4	110,5	69,4	19,9	106,7	62,1	56,5	3,8	7,4
Languedoc-Roussillon	286,7	210,5	120,4	109,0	202,2	111,0	177,7	8,3	9,4
Limousin	82,1	79,1	67,7	55,0	76,4	58,6	27,1	2,7	9,1
Lorraine	191,9	222,0	163,5	135,7	191,3	160,6	56,2	30,7	2,9
Midi-Pyrénées	265,5	233,5	164,3	138,3	221,7	131,5	127,2	11,9	32,8
Nord-Pas-de-Calais	381,2	344,2	283,4	228,8	330,5	213,4	152,4	13,7	70,0
Basse-Normandie	132,8	149,9	61,6	78,4	144,2	61,5	54,5	5,8	0,2
Haute-Normandie	250,3	206,0	107,6	122,3	197,5	65,6	128,0	8,5	42,0
Pays de la Loire	275,5	314,5	164,9	145,8	295,3	114,7	129,8	19,2	50,2
Picardie	191,0	165,6	211,4	104,5	149,0	160,7	86,4	16,5	50,7
Poitou-Charentes	158,7	149,5	57,0	85,8	138,5	51,5	72,9	11,0	5,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	419,8	366,8	246,8	225,5	360,0	224,5	194,4	6,9	22,3
Rhône-Alpes	366,9	487,2	444,3	96,8	467,8	412,3	270,2	19,4	32,0
Métropole sauf Ile-de-France	4 401,8	4 385,9	3 109,5	2 286,2	4 177,0	2 658,2	2 115,6	208,9	451,3
Ile-de-France	988,2	766,5	180,0	445,8	721,4	0,0	542,3	45,1	180,0
Métropole	5 390,0	5 152,4	3 289,5	2 732,1	4 898,4	2 658,2	2 657,9	254,0	631,3
Guadeloupe	55,4	64,9	0,0	26,7	47,3	0,0	28,8	17,6	0,0
Guyane	34,4	17,0	0,0	14,4	12,9	0,0	19,9	4,0	0,0
Martinique	44,1	52,1	0,0	23,7	48,0	0,0	20,4	4,1	0,0
Réunion	93,9	111,8	47,9	43,8	93,2	3,8	50,1	18,6	44,1
Outre-mer	227,8	245,7	47,9	108,6	201,5	3,8	119,2	44,2	44,1
France	5 617,8	5 398,1	3 337,4	2 840,6	5 099,9	2 662,0	2 777,2	298,2	675,4

source : Budgets primitifs 2010

en %

Régions	Part des dépenses totales			Part des dépenses de fonctionnement			Part des dépenses d'investissement		
	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires
Alsace	19,2%	20,6%	18,5%	14,7%	30,8%	27,7%	27,8%	0,7%	0,7%
Aquitaine	21,6%	22,3%	13,1%	19,7%	36,7%	17,3%	23,9%	3,8%	7,7%
Auvergne	20,8%	17,6%	14,3%	20,1%	28,7%	22,3%	21,8%	0,6%	1,9%
Bourgogne	16,6%	18,9%	23,8%	17,3%	28,3%	29,0%	15,5%	0,9%	13,8%
Bretagne	23,1%	21,3%	9,1%	20,8%	33,9%	11,7%	26,8%	1,7%	5,0%
Centre	20,7%	23,0%	13,0%	18,9%	33,9%	19,7%	24,2%	2,7%	0,5%
Champagne-Ardenne	23,8%	22,4%	15,6%	19,2%	31,3%	22,5%	34,1%	2,4%	0,0%
Corse	1,8%	3,9%	3,7%	1,1%	6,0%	4,9%	3,0%	0,6%	1,8%
Franche-Comté	14,9%	21,5%	13,5%	6,1%	32,9%	19,1%	30,0%	2,0%	3,9%
Languedoc-Roussillon	25,7%	18,9%	10,8%	17,2%	32,0%	17,5%	36,9%	1,7%	2,0%
Limousin	18,6%	17,9%	15,3%	18,0%	25,0%	19,2%	19,8%	2,0%	6,6%
Lorraine	19,7%	22,8%	16,8%	20,7%	29,1%	24,5%	17,7%	9,7%	0,9%
Midi-Pyrénées	21,2%	18,7%	13,1%	20,0%	32,0%	19,0%	22,8%	2,1%	5,9%
Nord-Pas-de-Calais	18,6%	16,8%	13,8%	18,4%	26,5%	17,1%	19,0%	1,7%	8,7%
Basse-Normandie	20,7%	23,4%	9,6%	18,9%	34,8%	14,8%	24,1%	2,5%	0,1%
Haute-Normandie	27,3%	22,5%	11,7%	23,4%	37,8%	12,5%	32,5%	2,2%	10,7%
Pays de la Loire	19,7%	22,5%	11,8%	19,0%	38,5%	15,0%	20,6%	3,1%	8,0%
Picardie	19,2%	16,7%	21,3%	16,4%	23,4%	25,2%	24,3%	4,7%	14,3%
Poitou-Charentes	23,2%	21,8%	8,3%	19,4%	31,4%	11,7%	29,9%	4,5%	2,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21,5%	18,8%	12,6%	17,8%	28,4%	17,7%	28,3%	1,0%	3,3%
Rhône-Alpes	14,9%	19,7%	18,0%	5,9%	28,5%	25,1%	32,8%	2,4%	3,9%
Métropole sauf Ile-de-France	19,7%	19,7%	13,9%	16,5%	30,1%	19,2%	25,1%	2,5%	5,4%
Ile-de-France	21,0%	16,3%	3,8%	16,6%	26,8%	0,0%	26,8%	2,2%	8,9%
Métropole	20,0%	19,1%	12,2%	16,5%	29,6%	16,1%	25,4%	2,4%	6,0%
Guadeloupe	14,0%	16,4%	0,0%	13,8%	24,5%	0,0%	14,3%	8,7%	0,0%
Guyane	24,8%	12,2%	0,0%	19,1%	17,0%	0,0%	31,6%	6,4%	0,0%
Martinique	13,0%	15,4%	0,0%	14,6%	29,5%	0,0%	11,6%	2,3%	0,0%
Réunion	15,1%	18,0%	7,7%	16,1%	34,2%	1,4%	14,4%	5,3%	12,7%
Outre-mer	15,3%	16,5%	3,2%	15,4%	28,6%	0,5%	15,1%	5,6%	5,6%
France	19,7%	18,9%	11,7%	16,5%	29,5%	15,4%	24,7%	2,7%	6,0%

source : Budgets primitifs 2010

* Incidence de la décentralisation

15bis - Dépenses pour les lycées en 2010

[Retour sommaire](#)

Les régions assurent, depuis 2005, l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien général et technique des lycées ainsi que le fonctionnement et l'investissement dans les lycées à section binationales ou internationales et du lycée d'Etat de Font-Romeu. Pour répondre à ces nouvelles compétences, les régions se voient transférer les personnels exerçant ces missions, notamment les techniciens et ouvriers de service (TOS).

en millions d'euros

Régions	Dépenses totales		dont :			
	2010	2010/2009	fonctionnement		investissement*	
	2010	2010/2009	2010	2010/2009	2010	2010/2009
Alsace	149,0	+2,2%	75,6	+8,7%	73,4	-3,7%
Aquitaine	274,1	+4,4%	140,8	+0,5%	133,3	+8,8%
Auvergne	137,7	+1,1%	80,7	+6,2%	57,0	-5,3%
Bourgogne	132,5	-14,2%	90,0	+4,7%	42,6	-37,9%
Bretagne	267,3	+8,1%	146,5	+6,9%	120,8	+9,7%
Centre	206,3	+0,9%	122,0	+3,4%	84,3	-2,5%
Champagne-Ardenne	144,5	+3,2%	80,9	+4,2%	63,6	+1,9%
Corse	11,5	+3,0%	4,2	+3,0%	7,3	+3,0%
Franche-Comté	76,4	+4,8%	19,9	-0,6%	56,5	+6,8%
Languedoc-Roussillon	286,7	-3,1%	109,0	+5,0%	177,7	-7,5%
Limousin	82,1	-9,9%	55,0	+0,6%	27,1	-25,7%
Lorraine	191,9	-1,6%	135,7	-3,0%	56,2	+1,9%
Midi-Pyrénées	265,5	-4,3%	138,3	+8,2%	127,3	-15,0%
Nord-Pas-de-Calais	381,2	+0,5%	228,8	+3,3%	152,4	-3,5%
Basse-Normandie	132,8	-2,8%	78,4	-1,8%	54,5	-4,2%
Haute-Normandie	250,3	-0,2%	122,3	+6,5%	128,0	-5,9%
Pays de la Loire	275,5	+1,8%	145,8	+4,2%	129,8	-0,8%
Picardie	191,0	+0,5%	104,5	+2,5%	86,4	-1,8%
Poitou-Charentes	158,7	-14,2%	85,8	+0,7%	72,9	-26,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	419,8	+5,1%	225,5	+5,1%	194,4	+5,1%
Rhône-Alpes	366,9	+6,9%	96,8	+6,3%	270,2	+7,2%
Métropole sauf Ile-de-France	4 401,8	+0,3%	2 286,2	+3,8%	2 115,6	-3,2%
Ile-de-France	988,2	-4,6%	445,8	+2,1%	542,3	-9,5%
Métropole	5 390,0	-0,7%	2 732,1	+3,5%	2 657,9	-4,6%
Guadeloupe	55,4	+26,2%	26,7	+17,2%	28,8	+35,8%
Guyane	34,4	+3,8%	14,4	+12,0%	19,9	-1,4%
Martinique	44,1	-3,6%	23,7	-9,4%	20,4	+4,3%
Réunion	93,9	-0,7%	43,8	+8,3%	50,1	-7,5%
Outre-mer	227,8	+4,8%	108,6	+6,2%	119,2	+3,6%
France	5 617,8	-0,5%	2 840,6	+3,6%	2 777,2	-4,3%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

*dépenses d'investissement en crédits de paiement

Dépenses d'équipement scolaires en 2010

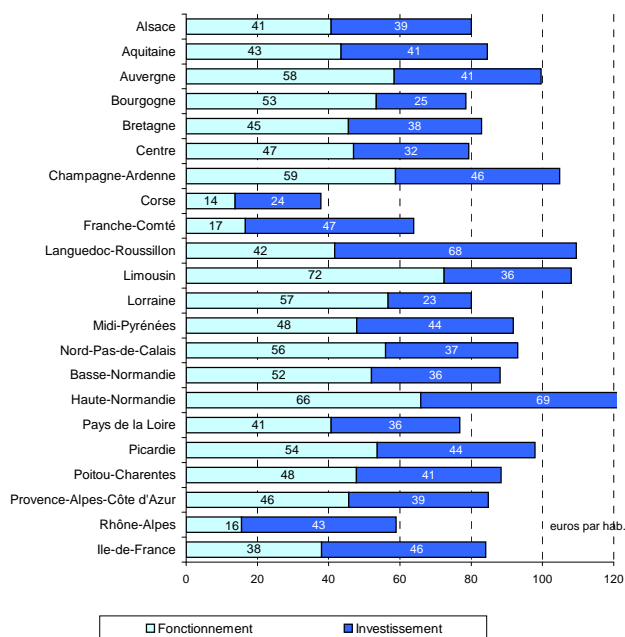
en euros par habitant

en euros par habitant en 2010

Régions	Dépenses totales	dont :	
		fonct.	invest.*
Alsace	80,1	40,7	39,5
Aquitaine	84,7	43,5	41,2
Auvergne	99,7	58,4	41,3
Bourgogne	78,6	53,4	25,2
Bretagne	83,0	45,5	37,5
Centre	79,4	47,0	32,5
Champagne-Ardenne	104,9	58,7	46,2
Corse	37,9	13,7	24,1
Franche-Comté	63,9	16,6	47,3
Languedoc-Roussillon	109,6	41,7	67,9
Limousin	108,1	72,4	35,7
Lorraine	80,1	56,7	23,5
Midi-Pyrénées	91,9	47,8	44,0
Nord-Pas-de-Calais	93,2	55,9	37,2
Basse-Normandie	88,2	52,0	36,2
Haute-Normandie	134,7	65,8	68,9
Pays de la Loire	76,9	40,7	36,2
Picardie	98,0	53,7	44,4
Poitou-Charentes	88,5	47,8	40,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	84,9	45,6	39,3
Rhône-Alpes	59,0	15,6	43,5
Métropole sauf Ile-de-France	85,5	44,4	41,1
Ile-de-France	84,2	38,0	46,2
Métropole	85,3	43,2	42,1
Guadeloupe	136,1	65,5	70,7
Guyane	159,9	67,2	92,8
Martinique	109,2	58,7	50,5
Réunion	116,9	54,5	62,4
Outre-mer	124,6	59,4	65,2
France	86,4	43,7	42,7

source : Budgets primitifs 2010

*dépenses d'investissement en crédits de paiement



* Incidence de la décentralisation

[Retour sommaire](#)**15ter - Formation professionnelle continue et apprentissage en 2010**

Les régions ont renforcé et élargi leurs compétences en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Depuis 2005, les régions assurent le financement de la formation des travailleurs sociaux et le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes et la formation qualifiante des demandeurs d'emploi adultes.

en millions d'euros

Régions	Dépenses totales		dont :			
	2010	2010/2009	fonctionnement		investissement*	
			2010	2010/2009	2010	2010/2009
Alsace	160,0	+2,2%	158,3	+2,6%	1,8	-25,5%
Aquitaine	283,3	+6,1%	262,1	+5,4%	21,3	+16,2%
Auvergne	117,0	+8,0%	115,4	+7,8%	1,6	+27,4%
Bourgogne	150,2	-1,4%	147,6	-1,0%	2,6	-17,7%
Bretagne	246,2	+4,3%	238,4	+3,5%	7,8	+38,0%
Centre	228,7	+0,4%	219,1	+0,7%	9,6	-6,0%
Champagne-Ardenne	136,0	+1,8%	131,6	+2,9%	4,4	-23,2%
Corse	25,3	+4,5%	23,8	+7,0%	1,5	-23,9%
Franche-Comté	110,5	+0,8%	106,7	+0,4%	3,8	+11,9%
Languedoc-Roussillon	210,5	+0,3%	202,2	+2,0%	8,3	-29,2%
Limousin	79,1	+2,6%	76,4	+2,7%	2,7	+0,0%
Lorraine	222,0	+12,8%	191,3	+0,8%	30,7	+339,3%
Midi-Pyrénées	233,5	+6,2%	221,7	+5,5%	11,9	+22,0%
Nord-Pas-de-Calais	344,2	+1,7%	330,5	+5,2%	13,7	-43,1%
Basse-Normandie	149,9	+1,0%	144,2	+0,4%	5,8	+19,4%
Haute-Normandie	206,0	-2,8%	197,5	-1,9%	8,5	-19,2%
Pays de la Loire	314,5	+1,3%	295,3	-1,0%	19,2	+55,5%
Picardie	165,6	-6,5%	149,0	-13,0%	16,5	+185,2%
Poitou-Charentes	149,5	+3,4%	138,5	+1,8%	11,0	+28,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	366,8	+3,0%	360,0	+3,5%	6,9	-16,0%
Rhône-Alpes	487,2	+4,8%	467,8	+3,9%	19,4	+34,7%
Métropole sauf Ile-de-France	4 385,9	+2,7%	4 177,0	+1,9%	208,9	+21,5%
Ile-de-France	766,5	-1,4%	721,4	-2,7%	45,1	+26,5%
Métropole	5 152,4	+2,1%	4 898,4	+1,2%	254,0	+22,4%
Guadeloupe	64,9	+77,1%	47,3	+52,0%	17,6	+220,0%
Guyane	17,0	-3,3%	12,9	-2,8%	4,0	+398,3%
Martinique	52,1	-7,9%	48,0	-5,9%	4,1	-26,6%
Réunion	111,8	+26,0%	93,2	+40,1%	18,6	-16,5%
Outre-mer	245,7	+23,2%	201,5	+21,8%	44,2	+29,9%
France	5 398,1	+2,9%	5 099,9	+1,9%	298,2	+23,4%

source : Budgets primitifs 2009 et 2010

*dépenses d'investissement en crédits de paiement

Formation professionnelle continue et apprentissage en 2010

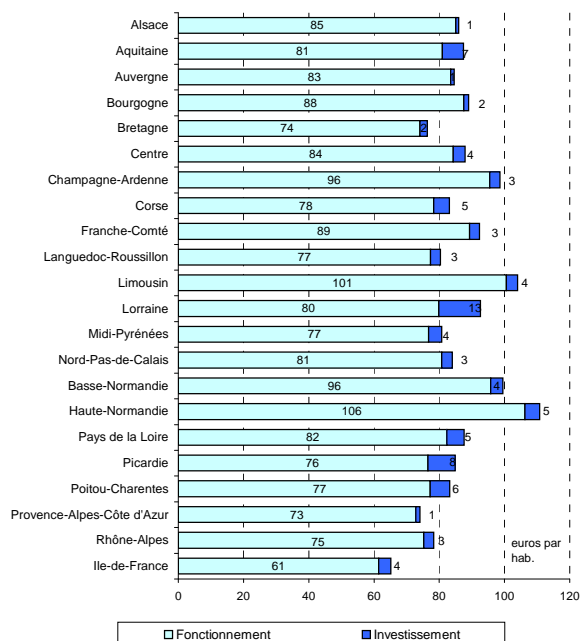
en euros par habitant

en euros par habitant en 2010

Régions	Dépenses totales	dont :	
		fonct.	invest.*
Alsace	86,0	85,1	0,9
Aquitaine	87,5	80,9	6,6
Auvergne	84,7	83,5	1,2
Bourgogne	89,1	87,6	1,5
Bretagne	76,5	74,1	2,4
Centre	88,0	84,3	3,7
Champagne-Ardenne	98,7	95,5	3,2
Corse	83,2	78,3	4,9
Franche-Comté	92,4	89,3	3,2
Languedoc-Roussillon	80,4	77,3	3,2
Limousin	104,1	100,6	3,6
Lorraine	92,7	79,9	12,8
Midi-Pyrénées	80,8	76,7	4,1
Nord-Pas-de-Calais	84,1	80,8	3,4
Basse-Normandie	99,6	95,8	3,8
Haute-Normandie	110,9	106,3	4,6
Pays de la Loire	87,7	82,4	5,4
Picardie	85,0	76,5	8,5
Poitou-Charentes	83,3	77,2	6,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	74,2	72,8	1,4
Rhône-Alpes	78,4	75,3	3,1
Métropole sauf Ile-de-France	85,2	81,2	4,1
Ile-de-France	65,3	61,4	3,8
Métropole	81,5	77,5	4,0
Guadeloupe	159,4	116,3	43,1
Guyane	78,8	60,0	18,8
Martinique	128,9	118,9	10,0
Réunion	139,2	116,1	23,1
Outre-mer	134,3	110,1	24,2
France	83,0	78,4	4,6

source : Budgets primitifs 2010

*dépenses d'investissement en crédits de paiement



➔ **Indicateurs démographiques et géographiques**

[Retour sommaire](#)

16 - Population, structure par âge, population active en 2008, taux de chômage 2009

Régions	Population* totale 2010 (Année de référence 2007)	Population** municipale 2010 (Année de référence 2007)	Population 1999	Population Evolution 2007/1999	Population active en 2008***	Taux de chômage**** 2009
Alsace	1 859 558	1 827 248	1 734 145	7,2%	773 716	8,4%
Aquitaine	3 237 700	3 150 890	2 908 359	11,3%	1 288 706	8,9%
Auvergne	1 381 629	1 339 247	1 308 878	5,6%	529 746	8,3%
Bourgogne	1 685 695	1 633 891	1 610 067	4,7%	658 276	8,3%
Bretagne	3 219 598	3 120 288	2 906 197	10,8%	1 291 078	7,7%
Centre	2 598 051	2 526 919	2 440 329	6,5%	1 002 842	8,3%
Champagne-Ardenne	1 377 997	1 339 487	1 342 363	2,7%	536 445	9,8%
Corse	304 500	299 209	260 196	17,0%	100 772	8,5%
Franche-Comté	1 195 244	1 158 671	1 117 059	7,0%	447 445	9,5%
Languedoc-Roussillon	2 616 100	2 560 870	2 295 648	14,0%	947 188	12,5%
Limousin	759 414	737 001	710 939	6,8%	289 890	7,8%
Lorraine	2 394 568	2 339 881	2 310 376	3,6%	860 488	9,9%
Midi-Pyrénées	2 889 805	2 810 247	2 551 687	13,3%	1 186 508	9,0%
Nord-Pas-de-Calais	4 091 129	4 021 676	3 996 588	2,4%	1 528 176	12,6%
Basse-Normandie	1 505 527	1 461 429	1 422 193	5,9%	582 048	8,8%
Haute-Normandie	1 857 688	1 816 716	1 780 192	4,4%	738 154	10,1%
Pays de la Loire	3 584 848	3 482 594	3 222 061	11,3%	1 489 528	8,1%
Picardie	1 947 964	1 900 354	1 857 481	4,9%	683 797	10,9%
Poitou-Charentes	1 793 942	1 739 780	1 640 068	9,4%	689 651	9,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 944 847	4 864 015	4 506 151	9,7%	1 980 266	10,5%
Rhône-Alpes	6 215 840	6 065 959	5 645 407	10,1%	2 663 645	8,5%
Métropole sauf Ile-de-France	51 461 644	50 196 372	47 566 384	8,2%	20 268 365	9,3%
Ile-de-France	11 740 138	11 598 866	10 952 011	7,2%	5 956 884	7,9%
Métropole	63 201 782	61 795 238	58 518 395	8,0%	26 225 249	9,2%
Guadeloupe	407 205	400 584	422 496	-3,6%	109 201	23,5%
Guyane	215 036	213 031	157 213	36,8%	49 295	20,5%
Martinique	403 688	397 730	381 427	5,8%	135 141	22,0%
Réunion	802 993	794 107	706 300	13,7%	246 928	27,2%
Outre-mer	1 828 922	1 805 452	1 667 436	9,7%	540 565	23,3%
France	65 030 704	63 600 690	60 185 831	8,0%	26 765 814	11,4%

source: INSEE

*Population totale entrée en vigueur au 1er janvier 2010 (année de référence 2007)

**Population municipale entrée en vigueur au 1er janvier 2009 (année de référence 2006)

*** Données issues des enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2009 ; date de référence au 1er janvier 2007

**** Taux moyen 2009 pour la métropole ; données issues de l'Enquête-Emploi 2009 pour l'Outre-mer

Produit intérieur brut des régions françaises en 2008

Régions	PIB en millions d'euros	PIB en euros par habitant	PIB en euros par emploi (1)
Alsace	52 444	28 470	71 203
Aquitaine	87 673	27 562	71 016
Auvergne	34 393	25 630	65 027
Bourgogne	43 124	26 427	66 245
Bretagne	83 604	26 547	66 491
Centre	67 483	26 541	67 764
Champagne-Ardenne	37 115	27 835	70 514
Corse	7 341	24 232	66 780
Franche-Comté	29 030	25 010	64 196
Languedoc-Roussillon	61 906	23 726	69 091
Limousin	18 238	24 794	62 907
Lorraine	57 513	24 606	68 434
Midi-Pyrénées	77 908	27 384	69 153
Nord-Pas-de-Calais	100 085	24 866	68 572
Basse-Normandie	36 343	24 813	63 134
Haute-Normandie	50 858	27 990	70 525
Pays de la Loire	96 960	27 533	66 571
Picardie	45 443	23 890	67 805
Poitou-Charentes	44 135	25 259	65 772
Provence-Alpes-Côte d'Azur	142 110	28 949	75 568
Rhône-Alpes	187 990	30 601	74 402
Métropole sauf Ile-de-France	1 361 696	26 941	69 450
Ile-de-France	552 664	47 155	98 706
Métropole	1 914 360	30 746	75 948
Guadeloupe	n.d.	n.d.	n.d.
Guyane	n.d.	n.d.	n.d.
Martinique	n.d.	n.d.	n.d.
Réunion	n.d.	n.d.	n.d.
Outre-mer	33 661	17 888	60 362
France	1 948 021	30 401	75 691

source : INSEE

(1) : salarié et non salarié

→ **Indicateurs démographiques et géographiques** [Retour sommaire](#)
16bis - Superficie, densité de population et nombre de communes

Régions	Superficie km ²	Nombre d'habitants au km ²	Nombre de communes	Part de la population des communes de plus de 10 000 habitants
Alsace	8 280	225	904	42,5%
Aquitaine	41 308	78	2 296	39,3%
Auvergne	26 013	53	1 310	31,4%
Bourgogne	31 582	53	2 046	28,3%
Bretagne	27 208	118	1 270	31,5%
Centre	39 151	66	1 842	35,7%
Champagne-Ardenne	25 606	54	1 949	38,2%
Corse	8 680	35	360	39,8%
Franche-Comté	16 202	74	1 785	27,8%
Languedoc-Roussillon	27 376	96	1 545	39,9%
Limousin	16 942	45	747	34,0%
Lorraine	23 547	102	2 339	31,2%
Midi-Pyrénées	45 348	64	3 020	38,0%
Nord-Pas-de-Calais	12 414	330	1 547	48,6%
Basse-Normandie	17 589	86	1 812	25,1%
Haute-Normandie	12 317	151	1 420	40,0%
Pays de la Loire	32 082	112	1 502	38,6%
Picardie	19 399	100	2 291	30,9%
Poitou-Charentes	25 810	70	1 462	24,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 400	157	963	71,7%
Rhône-Alpes	43 698	142	2 879	42,8%
Métropole sauf Ile-de-France	531 953	97	35 289	40,4%
Ile-de-France	12 012	977	1 281	83,7%
Métropole	543 965	116	36 570	48,6%
Guadeloupe	1 703	239	32	76,6%
Guyane	83 534	3	34	74,9%
Martinique	1 128	358	22	75,7%
Réunion	2 504	321	24	94,7%
Outre-mer	88 869	21	112	84,1%
France	632 834	103	36 682	49,6%

source: INSEE